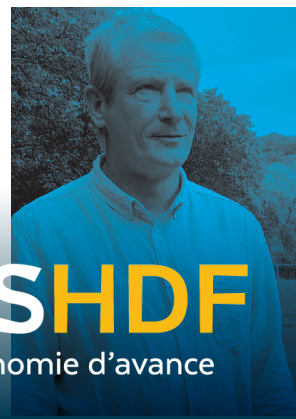


LES AMBASSADEURS

PETITES ET GRANDES HISTOIRES DE CELLES ET CEUX QUI FONT
L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN HAUTS-DE-FRANCE



ESSHDF
Une économie d'avance

#ESSHDF

JE SUIS L'ESSHDF | TU ES L'ESSHDF | NOUS SOMMES L'ESSHDF | ETES-VOUS L'ESSHDF ?

#ESSHDF est une identité collective et ouverte, pensée comme un étendard et créée pour désigner et valoriser l'Économie Sociale et Solidaire dans les Hauts-de-France.

Associations, coopératives, mutuelles, fondations, sociétés commerciales de l'ESS... vous construisez l'écosystème du réseau de l'ESS en Hauts-de-France, vous êtes **#ESSHDF**. Pas besoin de demander un label. Pour vous, l'étendard **#ESSHDF** est collectif, accessible.

Au travers des portraits que vous retrouverez dans ce magazine, découvrez des exemples de celles et ceux qui font l'ESS et de toute leur diversité. L'ESS est partout et dans toute la région Hauts-de-France. Si vous aussi vous vous reconnaissez de l'ESS, portez l'étendard, rejoignez-les !

#ESSHDF est aussi un portail d'informations et de ressources qui outille celles et ceux qui cherchent à défendre une économie plus juste en Hauts-de-France : l'Économie Sociale et Solidaire ou ESS. Rendez-vous sur WWW.ESSHDF.ORG.

Cet espace est animé par la Chambre régionale de l'Économie Sociale et Solidaire des Hauts-de-France (CRESS HDF). Les membres partenaires et financeurs de ce portail sont : l'Etat (DREETS, DRAJES, DREAL), la Région Hauts-de-France, l'URSSAF NPDC ; la Chair'ESS et la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire. Il a été pensé collectivement par les membres du SILLAB, laboratoire d'innovation publique des Hauts-de-France, installé dans les locaux de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRAJES).



LES PODCASTS #ESSHDF

En partenariat avec la Fédération des Radios Associatives du Nord de la France, la CRESS Hauts-de-France a souhaité étoffer la panoplie de témoignages d'acteurs engagés dans l'Économie Sociale et Solidaire dans la région. De ce projet est née une collection de podcasts : **"Ces histoires qui font bouger l'éco en Hauts-de-France !"**

À écouter ou ré-écouter sans modération :

LES-PODCASTS-ESSHDF.LEPODCAST.FR

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ADF - Guise..... | 4 |
| AFEJI MOBILITÉ SERVICES - Courrières | 6 |
| A PETITS PAS - Ruisseauville | 8 |
| ART & JARDINS I HAUTS-DE-FRANCE - Amiens..... | 10 |
| ASSOCIATION PHARE - Valenciennois-Cambrais | 12 |
| BGE PICARDIE - Beauvais..... | 14 |
| BROOD - Lille | 16 |
| DOWN UP - Arras | 18 |
| ECOPAL - Dunkerque..... | 20 |
| ENACTUS - Lille | 22 |
| EN SAVOIR PLUS - Amiens..... | 24 |
| FONDATION CAISSE D'ÉPARGNE - Hauts-de-France | 26 |
| FONDATION CRÉDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE - Somme/Oise..... | 28 |
| HANDÉLICE - Valenciennes..... | 30 |
| LES RECYCLETTES - Amiens..... | 32 |
| LES TILLEULS - Lomme | 34 |
| MULTICITÉ - Saint-Quentin | 36 |
| NOEUX ENVIRONNEMENT - Noeux-les-Mines | 38 |
| NOVOLOCO - Lille | 40 |
| OZANGE - Amiens | 42 |
| PARKOUR 59 - Roubaix | 44 |
| PÔLE DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE - Beauvais..... | 46 |
| PTCE DE SAMBRE-AVESNOIS - Hautmont | 48 |
| REFLETS D'OPALE - Pas-de-Calais | 50 |
| RESPORT - Faches-Thumesnil..... | 52 |
| SLOLI - Roubaix..... | 54 |
| URCPIE - Hauts-de-France..... | 56 |



DANS L'ATELIER RECYCL'JOUETS, UNE NOUVELLE VIE POUR LES JOUETS ET LES EMPLOYÉS

Depuis 2017, Avenir développement formation – ADF o2 porte Recycl'jouets. Ce chantier d'insertion situé à Guise accueille des personnes éloignées du travail pour recycler des jouets voués à la benne.

Au 61 rue Chantraine à Guise, ce n'est pas l'atelier du père Noël et pourtant... Au bout d'un long couloir blanc où roule sur le mur le « train de l'emploi », c'est l'explosion de couleurs et de matière. À croire que des hottes entières de jouets se sont renversées sur les établis. Ici, un jeune employé explore l'intérieur d'une boîte de jeu de société. Là-bas, deux de ses collègues nettoient une maison de poupées. Non loin du groupe, Marie-Jeanne fait retrouver à un pochoir à lettres sa blancheur d'antan. « J'ai travaillé dans le nettoyage, dans la cuisine... Mais depuis 2020, c'est autre chose. J'ai intégré Recycl'jouets et ce n'est que du bonheur et de la bienveillance ! »

Cette salariée en contrat à durée déterminée d'insertion fait partie de l'équipe des 19 employés à l'année à sauter dans les wagons du travail proposés par Recycl'jouets. L'atelier d'insertion professionnel, porté par Avenir développement formation, existe depuis décembre 2017. Une date à propos pour ce lieu qui a toutes les allures d'un antre vert des jouets. Avec comme étendard : recyclage et environnement. « Ici, on collecte les jouets, on les pèse, on les trie, on les nettoie avec nos propres produits, vinaigre et bicarbonate, puis on les vend dans notre boutique éphémère sur place, sur les marchés ou en ligne », détaille Sarah Collet, présidente d'ADF o2.

Recycl'jouets est né d'une opportunité donnée par l'État de créer un atelier d'insertion qui manquait à Guise. Mais pas question de marcher sur le terrain d'autres structures d'insertion, ni d'exclure un type de population sur les chantiers. C'est en s'inspirant de « Rejoué », atelier basé à Paris que l'initiative est née. « Avec Claude Chala, directeur financier, nous avons bâti cet atelier d'insertion pour accueillir tout type de public, femmes et hommes, quel que soit leur âge et même leur possible handicap. De la collecte à la vente en passant par le tri, les ateliers sont faciles d'accès. »

SE RÉPARER EN RECYCLANT LES JOUETS

Pour la co-fondatrice d'ADF o2, un organisme de formation qui maille le département de l'Aisne - Saint-Quentin, Hirson, Laon, Chauny, Soissons, Château-Thierry, Tergnier et Guise - , « Recycl'jouets est une passerelle. L'étape préalable avant une formation qualifiante et un emploi qui sera différent de celui proposé par l'atelier d'insertion. Dès leur arrivée, les salariés signent un CDDI de 4 mois, renouvelable et basé sur un objectif. Par exemple : sur la mobilité, une problématique importante pour les salariés ou encore sur leur projet professionnel. Objectiver le contrat est d'ailleurs l'un de nos facteurs de réussite. »



CHIFFRES-CLÉS

- **2017**, la date de création du chantier d'insertion à Guise
- **19** CCDI
- **65** personnes accompagnées
- **2013**, la naissance d'ADF o2 qui porte l'atelier
- **2** fondateurs : **Sarah Collet** et **Claude Challa**

À la sortie, les salariés, soutenus par 2 encadrants et 1 accompagnateur socio-professionnel, décrochent aussi un certificat de compétence, une expérience professionnelle variée et surtout ils retrouvent confiance. Après cinq années de recul, Sarah Collet s'en étonne encore : « Les ateliers font travailler de manière très naturelle la confiance en soi. Et notamment lorsque les employés vendent les jouets sur les marchés. Ils présentent la démarche de recyclage de l'atelier et c'est, pour eux, très valorisant. »

Avec ses avancées, l'atelier fait des émules. « On fait partie d'un réseau mené par Rejoué et constitué de 9 ateliers qui essaient et partagent les bonnes pratiques. Aujourd'hui, on reçoit des acteurs qui veulent développer ce type de chantier d'insertion. Et c'est tant mieux ! Car on n'a pas la volonté d'être énorme mais plutôt d'être nombreux. C'est aussi ça l'Économie Sociale et Solidaire. »

Recycl'jouets est une passerelle. L'étape préalable avant une formation qualifiante et un emploi qui sera différent de celui proposé par l'atelier d'insertion.

// SARAH COLLET //

PRÉSIDENTE ADF O2

Sarah Collet ne conçoit pas l'ESS sans les fruits de collaboration. Par exemple, dans la collecte de jouets : « On travaille en partenariat avec des déchèteries et lorsqu'on ne peut pas réutiliser le jouet, on le démantèle par matière et on leur renvoie les matériaux triés », détaille cette adepte d'économie circulaire.

C'est aussi par la collaboration que la présidente d'ADF O2 voit l'avenir de Recycl'jouets. « Avec Adermas et Devenir en Vermandois qui proposent des chantiers en insertion, nous allons transformer le bâtiment qui accueille actuellement notre boutique éphémère. Nous serons accompagnés par le cabinet d'architecture Les Saprophytes, l'État et la région Hauts-de-France. Nous y installerons notre boutique commune, notre chantier d'insertion et des

salles pour permettre des échanges entre habitants. Preuve que le projet collaboratif avec plusieurs structures de l'ESS est possible et profitable aux habitants de la Thiérache. » #



CONTACT & INFORMATIONS

ADF
(Avenir Développement Formation)
Chantier d'insertion Recycl'jouets

61 rue Chantraine
02120 Guise

Sarah Collet
03 23 61 24 55

À COURRIÈRES,

AFEJI MOBILITÉ SERVICES

DESSERRE LE FREIN DE L'EMPLOI



Depuis un démarrage en juin 2022, Afeji Mobilité Services fait rouler son projet de garage à Courrières. Un lieu solidaire qui accueille des personnes éloignées de l'emploi et propose des services à prix adaptés pour une population fragilisée.

Du 12 au 13 mai 2023, l'établissement ouvre ses portes.

L'occasion de dévoiler au grand public les outils déployés pour réparer les machines et les Hommes.

C'est dans un espace flambant neuf et éco-conçu dans le parc industriel des Chauffours à Courrières que le garage solidaire : Afeji Mobilité Services répare depuis juin 2022 des machines et des Hommes.

Près d'une rangée de véhicules prêts à se faire bichonner, deux mécanos sont au chevet d'une voiture malade. Leur encadrant, Sébastien, les épaula et leur transmit son expérience passée d'ancien contrôleur technique pour les rendre peu à peu autonomes. « Dans notre garage solidaire, nous encadrons huit travailleurs en insertion. Sept personnes dans l'atelier et une au secrétariat », explique Fabrice Taupin directeur de l'Afeji Mobilité Services qu'il a poussé pour le démarrage.

Le garage solidaire, c'est d'abord un lieu accueillant des femmes et des hommes aux parcours accidentés et éloignés de l'emploi. Un des nombreux établissements de l'association Afeji Hauts-de-France (voir encart chiffres) dont toutes les routes mènent à l'inclusion de personnes fragiles de l'enfant à l'adulte. « Afeji Mobilité Services remet un pied à l'étrier à un public adulte grâce à l'atelier d'insertion qu'est le garage, ajoute Fabrice Taupin. Pour équilibrer l'activité, nous accueillons à minima 50% de personnes avec une formation en mécanique. » Bénéficiant d'un encadrement, très rapidement ces travailleurs reprennent

confiance, gagnent en compétences et sortent du dispositif outillés, réparés, prêts à prendre la route de l'emploi. « Le temps d'un contrat à durée déterminée d'insertion, ils se préparent à un projet, une formation, un parcours en lien avec leurs encadrants technique et social, explique Aurélie Dellys, chargée de développement. Parfois dans la mécanique ou la carrosserie, parfois dans un tout autre secteur comme la boucherie ! »

Mais Afeji Mobilité Services c'est aussi un lieu qui répare à petits prix des véhicules pour un public en situation précaire. « Ces tarifs adaptés bénéficient aux personnes dont le quotient familial CAF est inférieur au SMIC, aux bénéficiaires de minima sociaux, aux jeunes de moins de 26 ans suivis par Pôle Emploi et aux salariés des structures de l'insertion par l'activité économique, et résidents sur la zone de l'agglomération d'Hénin-Carvin », précise Aurélie Dellys. Le garage opère sur les véhicules des prestations courantes d'entretien : vidange, freins, échappement, pneumatique, remplacement des essuie-glaces. « Et nous allons toujours plus loin que la réparation demandée en contrôlant l'état général du véhicule », ajoute Fabrice Taupin.

Sous le moteur du projet de l'Afeji ? La communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin en quête de solutions innovantes pour appuyer ce public fragilisé. « Tout est né de leur volonté de répondre à un problème de mobilité sur le territoire qui engendre des difficultés d'accès à l'emploi, raconte le directeur. L'Afeji a répondu présent à l'appel. L'association avait déjà l'expérience d'un garage solidaire à Coudekerque-Branche. Grâce à l'appui de la communauté d'agglomération nous sommes aujourd'hui locataires de ces locaux, neufs, et nous bénéficions d'une aide de 3 ans sur le loyer. » Une activité qui a également bénéficié des aides de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) ou encore du fond départemental d'insertion (FDI) Rebond au démarrage pour installer l'équipe.

Afeji Mobilité Services remet un pied à l'étrier à un public adulte grâce à l'atelier d'insertion qu'est le garage.

// FABRICE TAUPIN //

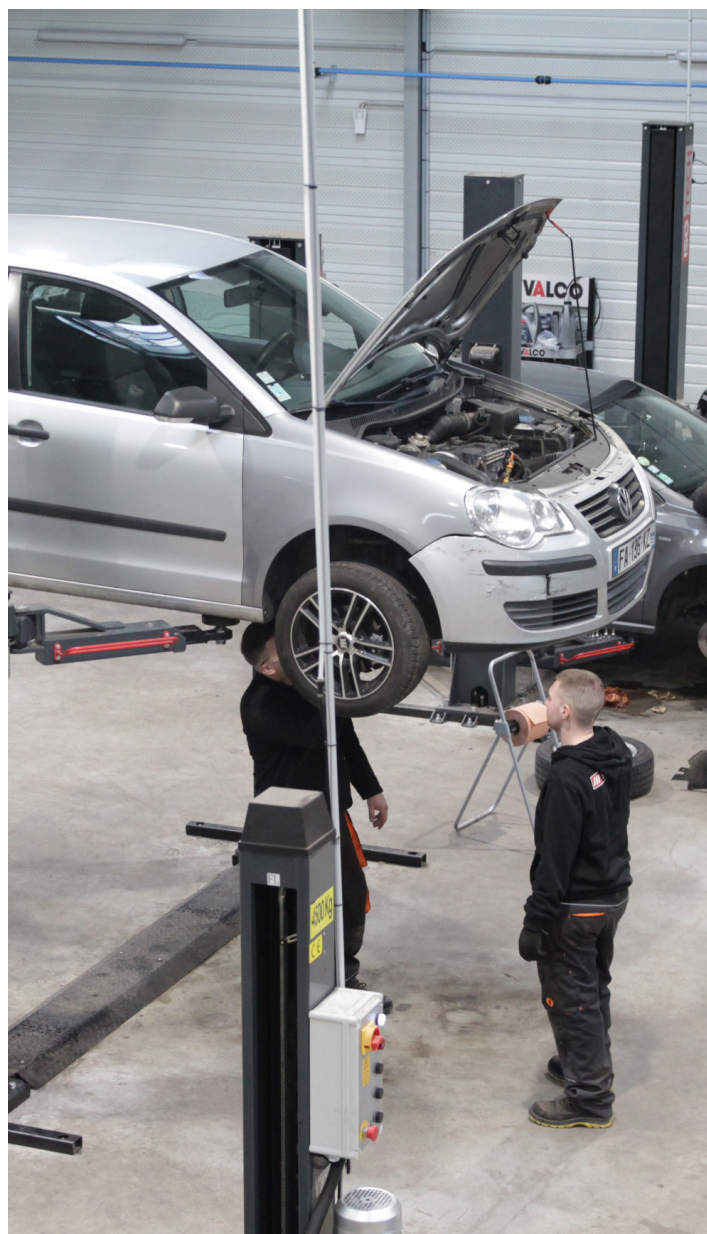
DIRECTEUR AFEJI MOBILITÉ SERVICES

D'AUTRES VOIES DE MOBILITÉS

Dans le garage solidaire, pas question de traiter en ligne droite la question de mobilité, mais plutôt à 360°. Depuis un an, Afeji Mobilité Services étend son offre de services pour lever peu à peu les freins à la mobilité sur le territoire. Si le socle de l'activité se fonde sur la réparation de véhicules individuels, le garage propose aussi de la location de véhicules à 4 ou 2 roues tels que des scooters ou des véhicules légers.

L'équipe s'entoure également de partenaires comme Espace Mobilité Artois pour couvrir d'autres "angles morts" : « Pour nous, la question de mobilité s'opère dès qu'on franchit le seuil de la maison : quels moyens de transports ? Comment les mobiliser ? Comment passer son permis ? », appuie Aurélie Dellys. Et en aval, des ateliers sont organisés à destination des bénéficiaires pour apprendre l'éco-conduite, savoir choisir son véhicule,...

Le garage n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière, imaginant encore d'autres services à court et moyen termes : « Nous nous organisons pour mettre en place un service de réparation de vélos dans le garage, décrit Fabrice Taupin. Pour pouvoir également proposer de la mobilité douce aux bénéficiaires, toujours à prix adaptés. » #



CHIFFRES-CLÉS

Juin 2022 : démarrage de l'activité à Courrières

- **5** salarié(e)s dans l'équipe
- **8** salarié(e)s en insertion accueillis
- **1** projet maillé sur le territoire avec **3** autres projets sur Le Quesnoy : 1 ESAT Les Ateliers du Quercitain / 1 Habitat Inclusif « Les Coloc's » / 1 Entreprise Adaptée Quercitaine à Le Quesnoy
- **1** association Afeji Hauts-de-France portant **110** établissements dans le Nord et le Pas-de-Calais Hénin-Carvin, Métropole lilloise et Littoral
- Avec plus de **20 000** personnes accompagnées
- Sur **30** métiers différents

CONTACT & INFORMATIONS

Afeji Mobilité Services
Garage solidaire
03 59 61 05 20
mobilite-courrieres@afeji.org
afeji.org

L'UNION FAIT LA FORCE !

« **Ensemble, on va plus loin** », l'un des crédos d'Afeji Mobilité Services. Le garage solidaire compte parmi les membres du pôle territorial de coopération économique Emergence Hénin-Carvin, noyau dur pour travailler avec des acteurs locaux de l'Économie Sociale et Solidaire. Il fait également partie des réseaux Mob'In et Agil'ess pour développer les questions autour de la mobilité. « Nous nous en inspirons et nous aimerions notamment mettre en place un fourgon en itinérance pour réparer des véhicules sur le territoire sans le passage par le garage. Mais il y a des freins financiers et humains », explique Fabrice Taupin qui, pour atteindre un rythme de croisière développe « les partenariats avec les collectivités et les associations d'insertion afin de réparer les flottes de véhicules ».



À PETITS PAS

ACCOMPAGNE LES JEUNES POUR FAIRE GRANDIR LEUR PROJET DE COOPÉRATIVES

Pour À petits pas, basée à Ruisseauville, monter son entreprise est aussi une affaire de jeunes. L'association apporte le cadre sécurisant à des groupes d'adolescents qui s'aventurent dans un projet d'entrepreneuriat le temps d'un été. Durant les vacances 2022, 15 coopératives jeunesse de services se sont activées dans toute la région Hauts-de-France accompagnées par un réseau d'acteurs de l'accompagnement fédérés par la Fabrique coopérative.

Qui dit Québec, réveille d'incontournables images de caribous, de neige ou encore de Céline Dion... Mais beaucoup moins de coopératives jeunesse de services (CJS). Pourtant, cette idée expérimentée depuis 30 ans outre-Atlantique, s'est étalée tel le sirop d'érable sur les pancakes en 2013 en Bretagne puis sur les territoires voisins comme celui des Hauts-de-France. Deux des régions aujourd'hui les plus dynamiques en France en matière d'accompagnement des jeunes à l'entrepreneuriat collectif. « C'est un projet atypique, celui de l'entrepreneuriat collectif par la voie des coopératives. Les CJS, c'est une forme d'éducation à l'Économie Sociale et Solidaire, à ses valeurs, par l'expérimentation d'un projet d'entreprise collectif », explique Régis Tirlemont, chargé de mission dans l'association À petits pas et membre de la Fabrique coopérative. C'est cette structure qui coordonne les actions CJS en France depuis 2018 et forme chaque année des animateurs CJS de territoire.

Peinture en bâtiment, travaux paysagers, nettoyage de vitres... une corvée ? Pas pour les groupes de jeunes qui intègrent chaque été des coopératives jeunesse de services dans les différents territoires des Hauts-de-France pour vivre un projet d'entreprise. « Par le biais des méthodes d'éducation populaire, ces adolescents vont apprendre le savoir-être et le savoir-faire. Ils vont composer avec les différents métiers d'une entreprise : le marketing, la comptabilité, les ressources humaines... Ils vont établir une offre de services, réaliser un plan marketing, créer un visuel, des outils de communication, démarcher leurs clients, établir une fiche d'indemnités salariales, clôturer une activité... », détaille Régis Tirlemont.



CHIFFRES-CLÉS

En 2022, les coopératives jeunesses de services, c'est :

15 coopératives jeunesses de services sur les territoires de : Maubeuge Val de Sambre ; Marck en Calais ; Communauté de communes du Coeur d'Ostrevant ; Quartier du Vieux Lille, Quartier de la Bourgogne à Tourcoing ; Trois quartiers à Tourcoing ; Aulnoyes Aymeries ; Pays de Saint-Omer ; Beauvais ; Clermont de l'Oise ; Montreuillois ; Bully-lès-Mines ; Beaurains-Achicourt ; Ronchin ; Dunkerque.

DANS LA MARMITE DE L'ESS

La coopérative, c'est comme un grand plongeon dans la marmite de l'Économie Sociale et Solidaire. « S'il y a pléthore d'exemples de coopératives en France, reconnues et importantes, c'est encore un modèle méconnu chez les jeunes, regrette l'accompagnateur. Avec les CJS, c'est l'occasion de leur faire pratiquer et de leur montrer les valeurs portées par l'ESS comme la prise de décisions collégiales dans le collectif, le volet démocratique dans l'ESS... C'est aussi l'occasion de susciter des débats sur l'égalité femmes-hommes ou encore l'importance des cotisations sociales ou de la taxe sur la valeur ajoutée. »

Durant deux mois, ce sont 15 territoires de la région Hauts-de-France qui accueilleront ces jeunes, issus des quartiers prioritaires de ville mais aussi du milieu rural, prêts à se lancer dans l'aventure de l'entrepreneuriat. Et pour Régis Tirlemont de remplir en tant que parrain jeunesse et parrain économique. Car ces adolescents ne sont pas livrés à eux-mêmes. « Sur chaque territoire, les jeunes sont accompagnés par des animateurs de leur territoire. Ils bénéficient aussi d'un appui éducatif fort avec un acteur de l'éducation populaire, d'un comité local territorial pour favoriser les prestations. Mais aussi d'un cadre économique sécurisant : celui donné par le contrat d'appui au projet d'entrepreneuriat (CAP) avec une structure qui assure le portage juridique, financier et assurantiel », détaille-t-il. Un cocon, ou plutôt une couveuse, telle qu'on l'appelle dans le jargon économique et qu'endossent des acteurs comme l'association A petit pas (lire ci-après).

Avec, à la fin, cette récompense : « Ces jeunes, issus parfois de quartiers où les chances de monter une entreprise semblent infimes, observent que c'est possible, qu'ils sont parvenus à déployer leurs services sur leur territoire ! », sourit-il. Si leur indemnité salariale n'avoisine que quelques centaines d'euros, ces entrepreneurs

À PETITS PAS FAIT SON CHEMIN DEPUIS 25 ANS

L'association À petits pas, basée à Ruisseauville dans le Haut Pays Montreuillois, accompagne depuis 25 ans des activités en milieu rural via son pôle économique : « Nous avons une couveuse d'entreprises qui héberge actuellement 95 structures en passe de sortir, dans les filières agricoles et dans la transition écologique », raconte Régis Tirlemont. Au fil des années, la structure a développé un pôle culturel et artistique, un pôle écologique, un pôle de formation à la transition écologique « comme la pose de panneaux solaires par exemple », décrit-il. Depuis 2018, À petits pas encadre, à titre de parrain économique, les coopératives jeunesse de services, en plus de l'accompagnement de coopératives de jeunes majeures et des coopératives de territoire pour adultes.

Par le biais des méthodes d'éducation populaire, ces adolescents vont apprendre le savoir-être et le savoir-faire

// RÉGIS TIRLEMONT //

CHARGÉ DE MISSION À PETITS PAS

en herbe achèvent l'été riche d'expériences. « Ils bénéficient aussi d'une visibilité importante sur leur territoire, notamment par les articles dans les médias. Et chaque client, c'est autant d'entreprises, d'acteurs locaux avec lesquels ils auront créé un lien », souligne Régis Tirlemont. Pour cet animateur du quartier Bourgogne à Tourcoing venu se former avec Régis pour accompagner une quinzaine d'adolescents de 16 à 18 ans : « Les CJS, c'est, pour les jeunes, une manière de s'accomplir au travers d'un projet. »

Dans la salle de formation qui prépare les animateurs CJS avant l'été 2022, trône cette affiche qu'ils ont désormais ancrée en tête : « **faire pour, faire avec, faire faire et laisser faire** ». Autant de petits pas qui feront prendre à ces adolescents le chemin de l'entrepreneuriat et pourquoi pas l'Économie Sociale et Solidaire. #



CONTACT & INFORMATIONS

À petits pas

16, rue de Canlers, 62 310 Ruisseauville

03 21 41 70 07

apetitspas.net



AVEC ART & JARDINS | HAUTS-DE-FRANCE,

EMBARQUEMENT IMMÉDIAT

POUR LE SLOW TOURISME

À Amiens, le Festival international de jardins dans les Hortillonnages bat son plein pour la 13^e édition. A l'initiative ? L'association amiénoise Art & jardins | Hauts-de-France qui défriche et dessine depuis 2017 les paysages des Hauts-de-France avec des jardins, havres nourriciers de culture mais aussi de mémoire grâce, notamment, à l'intervention des agents d'un chantier d'insertion.

Nul besoin de parcourir des kilomètres pour vivre une expérience touristique dépaysante. Embarquement immédiat sur des barques en bois au Port à fumier à Camon, voisine d'Amiens. A bâbord, une racine d'arbre monumentale s'arc-boute à la rencontre des marins d'eau douce : *Mémoire d'arbre* réalisée par l'artiste Yuhsin U Chang. Quelques brasses plus loin, des poissons se cueillent du regard sur l'île aux housses par le collectif H30. En débarquant sur l'une des 14 îles visitables lors du parcours, l'étrange créature *Fascinatrice des hortillonnages* accueille les voyageurs qui découvrent les créations plastiques et les cultures nourricières du festival. Une quarantaine d'œuvres artistiques et paysagères sont ainsi à découvrir de juin à octobre 2022 lors de la 13^e édition du Festival international des jardins | Hortillonnages à Amiens.

À l'origine ? Art et Jardins | Hauts-de-France à Amiens. L'association, initiée et dirigée par Gilbert Filinger en 2017, défriche « l'écrin incroyable » que sont les hortillonnages à

Amiens pour y faire prospérer les cultures. Culture au sens artistique d'abord avec des installations d'œuvres paysagères choisies via des appels à projets et jurys d'experts. Elles ont pour objectif de questionner des thèmes tels que : l'intervention humaine sur la nature, la découverte de la faune invisible, la dégradation de l'environnement. Et culture au sens nourricier avec des jardins producteurs. Chaque année, des quantités de fruits et légumes y sont récoltées pour être distribuées au Centre communal d'action sociale de Camon et au Secours Populaire. Une forme de tourisme engagée, respectueuse de l'environnement et des habitants que l'administrateur de l'association, Karl Tourais définit par : « *slow tourisme* ».

L'association va aussi à la rencontre des habitants et crée des jardins citoyens dans le Bassin Minier.

// KARL TOURAIS //

ADMINISTRATEUR ART & JARDINS
HAUTS-DE-FRANCE

DE LA PRISON À L'INSERTION

Dans ces petits havres de verdure, Art & Jardins | Hauts-de-France y cultive la réappropriation de la nature mais aussi la réinsertion au monde du travail. « Pour chaque île, Art & Jardins fait appel à des experts paysagistes puis ce sont des salariés en insertion qui contribuent à leur installation et leur entretien, avec l'aide de deux encadrants », détaille-t-il. Près de 16 personnes, sont

aujourd'hui engagées sur des contrats de maximum deux ans, passerelles pour retrouver confiance et une voie professionnelle, appuyée par une conseillère en insertion. Depuis 2020, Art et jardins | Hauts-de-France a mis en place un partenariat avec l'administration pénitentiaire. « J'avais lu des articles sur la difficulté des détenus à terminer leurs heures de travaux d'intérêt

général, raconte Karl Tourais. Et l'entretien des jardins représente un chantier important de nos activités. Un partenariat s'est ainsi noué pour que des détenus travaillent au sein des jardins.»

DES HAVRES DE PAIX

Un partenariat qui nourrit d'autres projets semés bien plus loin qu'Amiens. Karl Tourais les égrène : « *Art & Jardins | Hauts-de-France est partenaire de Lille 3 000 et cette année d'Utopia. L'association va aussi à la rencontre des habitants et crée des jardins citoyens dans le Bassin Minier.* » Mais c'est sans doute le projet des jardins de la Paix, initié grâce au soutien de la région Hauts-de-France en 2018 qui pousse la visibilité de la structure. Avec l'appui de la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, Art & Jardins | Hauts-de-France dessine sur l'ensemble du territoire des Hauts-de-France et même au-delà en Belgique et dans la région Grand Est, un projet de mémoire : le Chemin de paix. « *Sur la ligne de front de la Première Guerre mondiale, nous déployons des Jardins de la Paix anglais, italiens, danois,... réalisés par des paysagistes des pays belligérants* », poursuit l'administrateur de l'association. D'ici à 2025, quarante jardins auront poussé de Passchendaele en Belgique à Vouziers dans les Ardennes en passant par Péronne dans les Hauts-de-France.

Un projet que Karl Tourais espère même d'envergure européenne grâce à : « *l'écriture d'un projet avec cinq partenaires européens qui ont traversé, plus ou moins récemment, la guerre.* » #



CHIFFRES-CLÉS

- **+ de 40** artistes et paysagistes exposés pour la 13^e édition du Festival international de jardins | Hortillonnages Amiens
- **50** prestataires de services régionaux sous contrat
- **Plus de 45** personnes salariées dont un chantier d'insertion de 16 agents
- **10** volontaires en service civique
- Une collection régionale actuelle de **80** œuvres contemporaines, paysagères et plastiques
- Une fréquentation moyenne de **40 000 à 50 000** visiteurs par an lors du Festival international de jardins | Hortillonnages Amiens



CONTACT & INFORMATIONS

Art & Jardins | Hauts-de-France
56 rue du Vivier - 80000 Amiens
03 22 52 52 96
artetjardins-hdf.com



DANS LE VALENCIENNOIS-CAMBRÉSIS, UN « PHARE » POUR OUVRIR LA VOIE DU COLLECTIF DANS L'ESS

PHARE, UN ÉCLAIREUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LE VALENCIENNOIS-CAMBRÉSIS, LABELLISÉ PTCE ÉMERGENT

Dans le Valenciennois et le Cambrésis, un ensemble d'acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire se sont réunis en un collectif : Phare (Pôle Hainaut-Cambrésis des Acteurs Réunis de l'ESS). Leur objectif ? Mailler leurs actions sur le territoire qu'ils couvrent pour s'enrichir, se structurer et semer les graines de l'ESS. Depuis décembre 2021, ce pôle est lauréat d'un appel à manifestation d'intérêt lancé par le secrétariat d'Etat chargé de l'économie sociale, solidaire et responsable avec un projet commun : valoriser et rendre autonomes celles et ceux qui font le territoire d'ancrage de Phare.

Dans le Valenciennois-Cambrésis, le « **un pour tous, tous pour un !** » ne fait pas que la devise des *Trois Mousquetaires*. Une quinzaine d'acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire se l'est appropriée depuis 2017 autour du collectif : Phare. Comme Poinfor à Valenciennes : « *Grâce à cette structure de la formation et de l'insertion, nous avons mis au point un garage solidaire. Il forme des personnes en insertion à la réparation de tondeuses, de machines thermiques, de voitures... Toutes les structures de Phare font désormais appel à l'atelier pour réparer leurs véhicules et leur matériel à moteur thermique. Et les particuliers, sous certaines conditions de revenus, bénéficient de ces services* », explique Charles-Eric Granier, chargé des relations entreprises chez Phare. En 2022, même envie de collectif pour ACIAE à Cambrai, Action à Caudry, Capep à Louches et Poinfor : « *Ces quatre acteurs de l'insertion ont travaillé ensemble sur la mobilité de leur public aidé et proposent*

désormais des points de location pour une semaine ou un mois de vélos, vélos électriques ou trottinettes à tarif solidaire », ajoute-t-il.

Mobilité, travail, insertion, handicap... Depuis quatre ans, Phare fait mûrir des initiatives diverses qui émergent du groupe d'acteurs et nourrissent les besoins du territoire, en donnant toute la place au « faire avec ». Une conception du collectif que résume Gérard Dechy, co-fondateur et co-président mandataire de Phare par la devise : « **Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin** » et qui a fait mouche auprès d'Olivia Grégoire, Secrétaire d'Etat en charge de l'économie sociale, solidaire et responsable. Avec son projet "Auton'Hommes", autour de l'idée de « *rendre autonomes, en 2022, les personnes qui font le territoire*



CHIFFRES-CLÉS

- 1 territoire
- 3 salarié(e)s
- 1200 emplois sur le territoire
- 25 M€ de chiffre d'affaires
- 18 structures adhérentes
- 25 000 personnes accompagnées

du Valenciennois-Cambrésis», précise Charles-Eric Granier, Phare est lauréat depuis décembre 2021 de l'appel à manifestation d'intérêt « Pôle territorial de coopération économique (PTCE) - Emergent ». Durant deux ans, il bénéficie d'un accompagnement et d'un financement pour soutenir ses projets.

IRRIGUER L'ÉCONOMIE CLASSIQUE

Une fierté pour les 17 acteurs, labellisés et reconnus "PTCE" parmi lesquels un acteur de la formation, un garage solidaire, une mutuelle, une auto-école, une maison du vélo, une association culturelle... jouant tous sur un même territoire et dans une seule équipe aux couleurs de l'Économie Sociale et Solidaire. Ensemble, ils couvrent des secteurs variés et portent les valeurs communes « d'un développement humain, solidaire et durable ».

« Chaque acteur n'est pas dilué et conserve son identité et ses activités propres », souligne Gérard Dechy. « Phare, ce ne sont pas des services ou des produits, poursuit David Cambier, l'un des cinq co-présidents, rassemblés de leur propre initiative avec l'idée de se qualifier, de créer des échanges de bonnes pratiques, de construire des réponses communes aux marchés publics et des projets innovants répondant aux besoins du territoire. »

Leur but ultime ? « Irriguer l'économie classique ! », renchérit Gérard Dechy qui déplore de voir les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire « fonctionner en vase clos ». « Et pour cela, nous souhaitons, par exemple, former des gens adaptables, proposer des services, travailler sur la responsabilité sociétale des entreprises... en faisant tomber les idées reçues sur l'insertion et le coût des services. Le label PTCE émergent nous donne d'ailleurs un cadre formidable pour travailler avec l'économie classique ». Et David Cambier d'ajouter : « Notre objectif, c'est aussi d'amorcer des réflexions sur les transformations sociétales : autour du travail, des relations employeurs-salariés par exemple. »

**Chaque acteur
n'est pas dilué et
conserve son identité et
ses activités propres.**

// GÉRARD DECHY //

COFONDATEUR DU PTCE

DU TEMPS POUR TROUVER LA CONFIANCE

Comment a poussé ce collectif ? Gérard Dechy cite comme ingrédients fondateurs : « l'envie commune des acteurs de travailler ensemble et une volonté d'accompagnement des pouvoirs publics. Dès 2017, certains acteurs comme AJAR, CAPEP, ESPOIR Avenir, ... pensaient déjà au collectif. Et sur le territoire, on souhaitait trouver des solutions au problème pesant de la disparition des structures ». Pour David Cambier, ce sont « Le temps et la confiance. En 2019, nous avons bénéficié d'un dispositif d'accompagnement local (DLA). Le cabinet Mouvens nous a aidés à nous connaître, à sortir des logiques de défiance. » Et tous sont unanimes sur la mécanique de la gouvernance choisie par Phare.

« Côté représentativité, nous avons adopté l'idée d'un couple salarié-administrateur dans les instances. C'est une question de démocratie qui permet d'asseoir le rôle des bénévoles, des salariés, autant que des administrateurs », appuie Gérard Dechy.

« Aujourd'hui, nous obtenons des premiers résultats de coopération en ayant décidé de regarder de cette façon dans la même direction et de dégager du temps de réflexion et d'ingénierie », poursuit-il. Les projets et envies ne manquent pas au collectif. Outre les projets innovants qui décantent de la mise en commun des

savoir-faire des acteurs, « nous souhaitons créer une fondation territoriale et une cellule d'incubation de projets », annonce David Cambier.

S'il est difficile pour ses membres de donner la recette du collectif, Phare mise sur la recherche telle que le Centre de recherches interdisciplinaires en sciences de la société (CRISS), laboratoire de l'Université Polytechnique des Hauts-de-France à Valenciennes pour la décrypter, comprendre le fonctionnement des acteurs du collectif et étudier les possibilités de transfert sur d'autres territoires. Et ainsi guider les acteurs de l'ESS vers la voie du collectif. #



CONTACT & INFORMATIONS

Association Phare

Site Minier Arenberg, Bâtiment
entreprise – Av. Michel Rondet, 59135
Wallers

associationphare.fr

contact@associationphare.fr



DANS L'OISE,

ON A ARRÊTÉ DE PENSER QU'ENTREPRENEUR

RIMAIT AVEC COSTUME-CRAVATE

BGE PICARDIE DÉMOCRATISE L'ENTREPRENEURIAT !

Depuis plus de 27 ans, BGE Picardie accompagne des projets de création et de reprise d'entreprise avec le défi de couvrir l'étendue de son territoire. Et pas seulement dans l'économie classique. Si BGE Picardie a toujours accompagné des projets ESS, depuis 2018, afin de dynamiser sa capacité d'intervention, un pôle de l'Économie Sociale et Solidaire a été créé, avec le développement de prestations spécifiques d'accompagnement et l'objectif affiché de semer les graines de cette forme d'économie alternative, ambitieuse et complémentaire.

« Quel est le portrait-type d'un entrepreneur ? C'est l'activité de dessin que nous proposons régulièrement aux enfants lors de nos sensibilisations dans les écoles. Et devinez quoi ? Il ressemble souvent à un homme d'une cinquantaine d'années en costume avec un attaché-case. Pourtant, l'entrepreneur, c'est par exemple une femme et même très jeune ! », sourit la responsable du pôle Économie Sociale et Solidaire à la BGE Picardie Hélène Rouzé.

Les idées reçues dans le monde de l'entrepreneuriat sont tenaces. Mais depuis plus de 20 ans en Picardie, BGE mène ses actions pour démocratiser l'entrepreneuriat. « Quand on a envie de développer une idée, qu'on a la curiosité, le souhait d'apprendre et de compléter ses connaissances par la formation, construire son pro-

jet, entreprendre, est à la portée de tous, appuie cette accompagnatrice d'entreprise au quotidien. Mais pas n'importe comment, avec un soutien, des outils, des formations, une ouverture aux différents acteurs économiques... que fournit la BGE pour concrétiser une idée. »

Si ce réseau est présent partout en France, il revêt des formes variées. « BGE Picardie s'est adaptée à son public et à son territoire, explique Hélène Rouzé. Sur place, il a fallu créer des outils qui n'existaient pas et qui répondaient aux besoins d'accompagnement à l'entrepreneuriat. BGE a aussi multiplié ses points d'accueil. Plus la couverture est grande, plus nombreuses sont les personnes à nous solliciter avec leur idée », argumente-t-elle. Ecole de management et d'entrepreneuriat, clubs d'entreprises, couveuses d'entreprises, centre d'affaires..., la liste des entités est longue et compose aujourd'hui le groupe BGE Picardie organisé sous forme d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) avec près de 100 salariés.

**Quand un porteur de projet présente son idée, il est rare qu'il sache ce qu'est l'ESS et cela lui importe peu**

// HÉLÈNE ROUZÉ //

RESPONSABLE DU PÔLE ESS, BGE PICARDIE

SEMER DES GRAINES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Acteur de l'Économie Sociale et Solidaire, BGE Picardie est depuis plusieurs années impliquée dans l'accompagnement de projets ESS. « Cela a commencé dès 1998 par la mise en place de prestations d'ingénieries pour les associations, puis par le dispositif local d'accompagnement à destination des associations dans l'Oise, raconte celle qui chapeaute aujourd'hui l'équipe du Pôle ESS depuis 2018. Quand un porteur de projet présente son idée, il est

rare qu'il sache ce qu'est l'ESS et cela lui importe peu. L'équipe lui présente les formes de sociétés de l'économie conventionnelle, de l'ESS, ce que ça implique, comme l'idée de travailler sous forme d'un collectif. On plante des petites graines qui, un jour ou l'autre, éclosent dans le projet. Parfois, c'est inhérent à l'activité comme la recyclerie Anthurium, créée aux lisières de l'Oise. Parfois, l'évolution vers l'ESS prend du temps et d'autres formes. »

Services de récupération des consignes des traiteurs, proposés par Aneko à Compiègne, concept store réunissant des vêtements délaissés par les magasins de prêt-à-porter, élaboré par Les fringues du cœur dans le Creillois ou encore réhabilitation des milieux naturels grâce à des chevaux de traits avec Au rythme des fers à Auchy-la-Montagne... Les projets estampillés « Économie Sociale et Solidaire » se développent dans des activités variées, « avec une temporalité très différente et difficilement maîtrisable comparé à l'économie classique, remarque Hélène Rouzé. De nombreuses questions se posent sur le choix des statuts, l'articulation de l'organisation, mais aussi la place de l'emploi, la valeur du service proposé. Sur le territoire, il n'est pas non plus toujours évident de trouver les réseaux, les acteurs... à faire se rencontrer. »

Avec le dynamisme et l'innovation, pour Hélène Rouzé, le grand défi pour des acteurs picards, « c'est de pouvoir plus facilement s'identifier, se rencontrer et créer du lien. À l'image d'une entreprise qui veut organiser de la mobilité à vélo : la collectivité a tout à gagner à comprendre son besoin, l'association qui promeut l'utilisation du vélo à se positionner et l'entreprise à faire appel aux acteurs identifiés... Économie classique et ESS sont complémentaires et peuvent tellement apprendre l'un de l'autre. » 📍



CONTACT & INFORMATIONS

bge-picardie.org

Hélène Rouzé

Responsable du pôle Économie Sociale et Solidaire BGE Picardie

1, rue des Filatures 60000 BEAUVAIS

06 31 84 97 16



CHIFFRES-CLÉS

- **6 500 jeunes** sensibilisés à la prise d'initiative économique et sociale
- **4 549 parcours** d'accompagnement
- **1 500 emplois** créés
- **1 444 créations** / reprises d'entreprise
- **1 600 entreprises** suivies
- **100 salariés** dont 5 spécialisés dans l'ESS
- **9 antennes et + de 40 lieux d'activité** dans les 3 départements : Aisne, Oise et Somme.



DANS LE NORD, SAVIEZ-VOUS QUE L'ESS SE VEND COMME DES PETITS PAINS ?

BROOD, LA NEO-BOULANGERIE QUI PÉTRIT BIEN-ÊTRE ET BIEN-MANGER.

La boulangerie Brood a poussé dans la rue Victor-Hugo en mars 2020. Avec de nouveaux ingrédients : ceux pour fabriquer des produits respectueux de l'environnement, de l'alimentation durable et du bien-être des salariés.

« Bienvenue dans le hammam ! », sourient les fondateurs de la « boulangerie de quartier » Brood. Derrière la porte du 105 boulevard Victor-Hugo à Lille et ses 34°C, ce sont plutôt des odeurs alléchantes de pain qui réveillent les papilles. Les yeux rivés sur une petite horloge, cette fois, c'est au tour de Louis Devos de veiller sur la cuisson de la fournée. Cinq variétés de pains dorent au four accompagnés de brioches. Une gamme restreinte de produits fabriqués à base de farines anciennes et de levain sélectionnés pour leur caractère et leur fabrication paysanne. Sarah Cnudde l'a rejoint, son plan de tournée en tête. C'est elle qui prendra le relai pour la livraison en vélo cargo - biporteur équipé d'une grande caisse - avant de terminer la journée par la vente aux particuliers et la pesée des ingrédients pour la fournée du lendemain.

Depuis mars 2020, le duo de quarantenaires a rôdé son organisation, ravis de leur nouvelle vie. Hier dans la communication et l'événementiel culturel, aujourd'hui dans la boulangerie. « C'est l'histoire de deux reconversions réussies », raconte Louis qui s'est découvert le goût du pain lors de voyages. Pour Sarah, « il y avait l'envie de retrouver un sens et un épanouissement dans la vie professionnelle avec un projet alimentaire ». Après une formation de boulangers, c'est par un heureux hasard qu'ils se sont retrouvés autour de ce projet commun : Brood. « Chaque jour, nous fabriquons un produit fini, vivant, qui nous donne satisfaction et donne satisfaction aux gens », abondent-ils.

LE SOUCI DU BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL

« On avait des idées communes : travailler en collectif, permettre à tous de manger avec un système de pains suspendus, minimiser l'impact carbone dans nos activités, limiter le gâchis, soutenir l'agriculture paysanne... », détaille Sarah. « Des valeurs qui s'inscrivaient dans l'Économie Sociale et Solidaire, reprend Louis. C'est en cherchant un lieu que nous avons véritablement compris que le modèle qui nous faisait écho était celui de la coopérative. Nous avons rencontré La Moulinette qui avait déjà entamé son projet. Travailler aujourd'hui, en voisin et en collectif, avec ce restaurant et tiers-lieu, prend tout son sens. Grâce à l'Urscoop, la Nef, les Cigales, la Région, la métropole européenne lilloise et le soutien de nombreuses personnes, nous avons véritablement lancé le projet »

Ce n'est pas seulement par le choix crucial de leurs ingrédients, privilégiant les circuits courts et le bio, que les boulangers se distinguent. C'est aussi par l'organisation de leur travail. « Nous sommes de la vague des néo-boulangers. Brood, ce n'est pas quatre fournées par jour, un travail qui démarre à 2h du matin, mais une gamme limitée, un travail du pain au levain différent. Une journée type commence à 7h et se termine à 21h en se relayant à deux, avec seulement 3 heures de vente aux particuliers devant la boutique. Le

Chaque jour, nous fabriquons un produit fini, vivant, qui nous donne satisfaction et donne satisfaction aux gens

// SARAH CNUDDE & LOUIS DEVOS //

CO-FONDATEURS DE BROOD

reste de la journée est distribué en commandes groupées, via des réseaux comme «Court-circuit» ou encore dans des bars et restos», détaille Louis. « Et le week-end nous ne travaillons pas. Sauf lorsque nous organisons des événements particuliers pour mettre en avant des spécialités comme les "kanelbollers", des brioches à la cannelle scandinaves, ajoute Sarah. Nous avons adapté notre travail à notre qualité de vie. »

Avec un an d'existence, les clients du quartier rendent raison à la coopérative Brood, nombreux à adhérer à ce fonctionnement et à reconnaître « cette légère saveur cannelle qui caractérise les pains », s'étonne encore Sarah. Pour les projets d'avenir ? Les néo-boulangers entendent « poursuivre l'amélioration des saveurs et la qualité des pains, et surtout recruter un troisième boulanger qui aura, coopérative oblige, sa parole dans la structure ! » #



CHIFFRES-CLÉS

- Création en **mars 2020**
- Commandes groupées/ouverture aux particuliers de **16h30 à 19h30**

· **2 fondateurs et un 3^e associé** : Le Club Cigales Europe 2

· **2 meuniers** qui sont également agriculteurs et boulangers : Michel-Carol Patin et M. Lequebin.

· **Une gamme de 5 pains et d'un pain éphémère** à découvrir chaque mois

· Des **partenariats avec 8 tiers-lieux**, bars et restos lillois dont 3 Scoops : La Moulinette, Le Café Citoyen et le Bistrot Les Sarrazins

· **6 groupes de commande** livrés chaque semaine à Moulins, Fives, Wazemmes, dans le Centre (Le Prato, Le Bazaar St-So, Tipimi, le 34 rue Aristote, l'Amap en Pévèle, les voisins du Jardin des Plantes...)

· **1000km** parcourus par an à vélo pour les livraisons,

· **800 kg** de farine paysanne bio écoulée par mois,

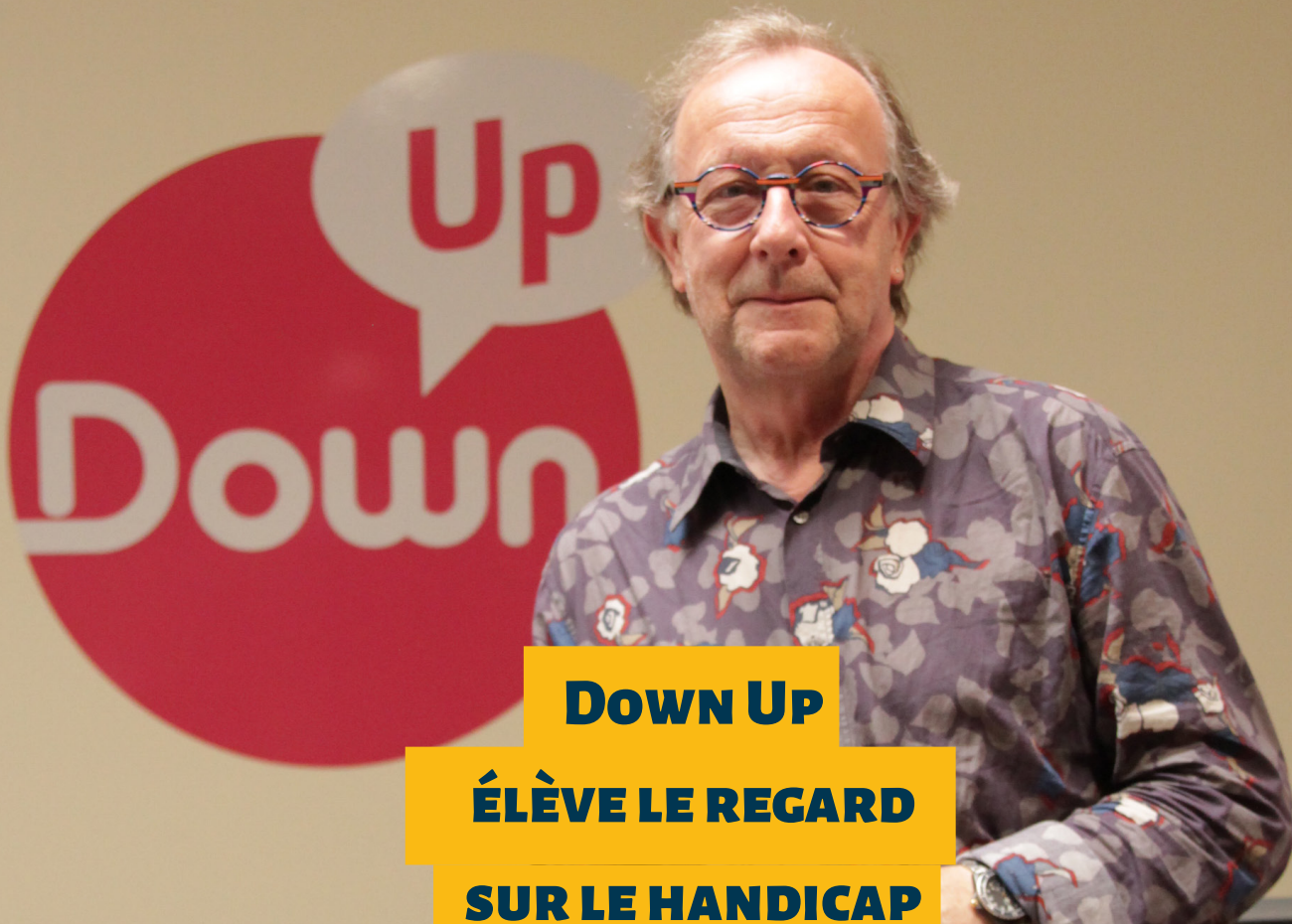
· **2 plateformes de livraison en ligne** : Le Court Circuit et Mes Voisins Producteurs



CONTACT & INFORMATIONS

brood-lille.com

Scop Brood, 105 boulevard Victor-Hugo
59000 Lille
brood.lille@gmail.com



DOWN UP

ÉLÈVE LE REGARD

SUR LE HANDICAP

Depuis sa naissance dans les années 80, l'association Down Up se bat pour faire changer le regard porté sur le handicap. Basée à Arras, elle déploie les conditions favorables à une meilleure inclusion de ses bénéficiaires dans la société actuelle et de demain.

Au cœur d'Arras, au sein des locaux spacieux de Down Up règne une ambiance chaleureuse créée par les bénévoles et les personnes accompagnées. C'est ici qu'Emmanuel Laloux préside l'association dans laquelle l'humain y est central.

« J'ai pris part à l'association à la naissance de ma fille en 1985. Down Up rassemblait des parents qui voulaient offrir à leur enfant porteur de trisomie 21 les moyens d'intégrer un parcours ordinaire », raconte-t-il. Dans cette lignée, de nombreux parents comme Emmanuel Laloux se sont battus pour faire changer le regard porté sur le handicap et ont créé au fil des années un accompagnement construit en fonction des besoins, des demandes et de l'autonomie des bénéficiaires.

REGARDER LES COMPÉTENCES ET NON LA DÉFICIENCE

« Si on vient chercher un enfant avec un taxi étiqueté "inadapté", qu'on le conduit dans un établissement pour "personnes inadaptées", il sera "inadaptable" », martèle Emmanuel Laloux. « Ici, on regarde les compétences et non la déficience ». Depuis près de 40 ans, cet étendard conduit les actions de l'association pour donner aux porteurs d'handicap intellectuel la possibilité de se former, d'habiter, de travailler, de vivre pleinement l'inclusion dans la société.

Et pour développer le cadre de formation à l'accompagnement de ces personnes, Down Up utilise le concept du « malade-expert » : le bénéficiaire est finalement la personne la plus à même d'exprimer les besoins et la manière d'y répondre. Respect, écoute et attention sont alors des mots qui trouvent leur force par les relations humaines tissées avec les personnes en situation de handicap.



CHIFFRES-CLÉS

- **65** personnes en situation de handicap présentes aujourd'hui à l'association ;
- **15** personnes qui habitent et qui sont accompagnées par Down Up, auxquelles s'ajoutent 6 personnes à l'année dans une maison partagée.
- **1** habitat du bailleur social Pas de calais habitat, composé de 70 logements avec Vis ta vie – Down Up, des espaces partagés mais aussi des espaces ressources pour le quartier avec une crèche interentreprises de 32 berceaux notamment.
- **2** films documentaires dont J'irai décrocher la lune, réalisé en 2020 et rassemblant les témoignages de bénéficiaires de Down Up

UN ENVIRONNEMENT FAVORISANT L'ÉPANOUISSEMENT

« C'est l'écosystème environnemental de la personne qui la met en situation de handicap », précise Emmanuel Laloux. Pour changer la donne, Down Up propose dans ses locaux d'Arras différents espaces dans lesquels les bénéficiaires sont accompagnés lors d'activités telles que la cuisine ou le jardinage organisés avec L'Engagement Simone. « On crée des ouvertures vers l'extérieur, comme des passerelles pour ne pas tomber dans l'isolement ou l'entre-soi. »

De cette manière, Down Up crée un écosystème assurant « l'après-parent » en accompagnant les personnes fragilisées vers l'autonomie. Aujourd'hui, Down Up est un véritable tiers-lieu sociétal, « un lieu qui accompagne les personnes fragilisées et qui permet la véritable intégration, celle à l'échelle du quartier, de la ville et peu à peu du territoire », explique Emmanuel Laloux.

L'ambition de créer un environnement propice à l'autonomie en soulève alors une autre : la volonté de « faire en sorte que la société s'ouvre aux personnes en situation de handicap », indique-t-il. C'est l'exemple du programme d'habitat "Vis ta vie" localisé

à l'îlot Bon Secours à Arras qui a été créé. Parmi 70 logements destinés à des seniors et famille, 10 logements sont dédiés à des personnes à handicap.

Ou encore les différentes actions de partenariats avec des entreprises arrageoises qui apportent un regard différent.

« Une personne en situation de handicap intellectuel peut ainsi apporter au sein d'une entreprise une véritable valeur ajoutée humaine », explique Emmanuel Laloux qui a su convaincre dans le milieu professionnel. « Aujourd'hui, certains bénéficiaires sont en contrat à durée déterminée depuis plus de 15 ans ! » Down Up s'est même rapproché de la coopérative Coop Connexion, et réfléchit aux moyens de proposer aux personnes en situation de déficience intellectuelle de proposer des services différents au sein de leur propre entreprise.

Down Up poursuit ainsi sa recherche de solutions aux différentes situations de handicap avec le défi de transmettre et d'essimer un jour ce modèle d'association complexe. En gardant la même lignée de pensée chère à l'association : « Qu'importe si j'ai une déficience, je peux être et vivre dans la société comme tout un chacun. » #

On crée des ouvertures vers l'extérieur, comme des passerelles pour ne pas tomber dans l'isolement ou l'entre-soi.

// EMMANUEL LALOUX //

PRÉSIDENT DE DOWN UP

UNE ACTION QUI DÉTONNE AVEC L'ENGAGEMENT SIMONE

« Les entreprises aiment proposer des actions de Team Building qui détonnent. Mais avec Down Up, c'est la rencontre qui détonne », sourit Emmanuel Laloux. Durant deux demi-journées, les salariés de l'entreprise For & Vert ont rencontré des bénéficiaires de l'association Down Up. Dans l'immense cuisine, un duo salarié-bénéficiaire Down Up cuisine des légumes frais. Dans la cour, d'autres binômes sèment et décoorent des carrés potagers qu'entretiendra l'association. Derrière cette rencontre ? L'Engagement Simone, start-up qui tisse des liens entre entreprises et associations locales. « Nous avons proposé trois ateliers co-construits avec des associations différentes et For & Vert, qui avait un engagement Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a choisi celui proposé avec Down Up », raconte Benjamin Huarte de l'Engagement Simone. Avec Sofia Millardet, ils ont préparé les ateliers et accompagnent le bon déroulement de l'action, de la mise en place à la coordination en passant par l'accueil café. « Pour Down Up, c'est une nouvelle opportunité de changer le regard porté sur les personnes porteuses d'handicap, explique Emmanuel Laloux. Mais aussi de convaincre une entreprise de passer le cap de l'embauche. »



CONTACT & INFORMATIONS

Down Up
21 Rue Paul Adam - 62000 ARRAS
03 21 48 61 14
downup@downup.org
down-up.fr



ECOPAL, L'EXPERT COMMUNICANT DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Damien Marez est responsable Économie Circulaire et Communication au sein d'ECOPAL. « Réduire, réutiliser et recycler » est son quotidien. Non seulement, il accompagne des entreprises ou autres organisations à mieux gérer leurs ressources, à faire évoluer leurs systèmes de production et de consommation mais en plus, il assure avec une ferveur pédagogique la réalisation d'articles, de vidéos, de podcasts. Avec sa voix chaleureuse, il intervient auprès d'auditeurs de la région Hauts-de-France, de France et d'ailleurs. Le rayonnement d'ECOPAL et de sa communication atteint, par exemple, la Belgique et le Québec.

LE DUNKERQUOIS ET ECOPAL, PIONNIERS DE LA MISE EN PRATIQUE DE L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

Dès 1962, un vivier de structures locales se mobilise pour rechercher une combinaison entre écologie et économie sur ce territoire industriel et portuaire émetteur de CO₂. Chemin faisant, des industriels comprennent l'intérêt d'une approche de l'écologie industrielle et activent des synergies entre eux.

En 2001, le terreau est prêt ! 17 structures morales privées et publiques du dunkerquois, volontaires et engagées, créent l'association et optent pour le nom d'ECOPAL, l'acronyme de « *ECONomie et ECOlogie tout en étant Partenaires dans l'Action Locale* ». De par cette création, l'association devient officiellement l'animateur territorial de l'écologie industrielle auprès de la Communauté Urbaine de Dunkerque et du territoire

Flandre-Dunkerque. En 2022, via ses actions, 617 tonnes de matières ont été valorisées ! Forte de ce résultat, elle a récemment signé une charte avec l'Observatoire déchets-matières (ODEMA) dans la perspective d'une dynamique partenariale à engager. En 2023, 104 organisations et entreprises y adhèrent. La Communauté Urbaine de Dunkerque, l'Agence de la transition écologique ADEME et la Région Hauts-de-France la soutiennent.

Je ressens que les acteurs de mon territoire aiment travailler ensemble.

// DAMIEN MAREZ //
RESPONSABLE ECONOMIE CIRCULAIRE ET
COMMUNICATION ECOPAL

FACILITATEUR DE SYNERGIES ENTRE ACTEURS LOCAUX

ECOPAL sensibilise et accompagne très concrètement les entreprises au concept d'Ecologie Industrielle et territoriale. Elle s'adresse en priorité à ses adhérents et propose une palette de prestations pour toutes les structures la sollicitant. L'enjeu est de stimuler des coopérations territoriales inter-structures permettant de créer de la valeur tout en optimisant l'usage des ressources. Damien Marez précise : « *L'écologie industrielle et territoriale est applicable à toutes les activités, que ce soit l'industrie, les collectivités, le monde associatif ou encore le tourisme. Par exemple, nous avons déjà réalisé des ateliers de sensibilisation entre plusieurs acteurs d'un territoire, ou d'une région, qui ne se connaissaient pas afin de stimuler les rencontres et développer des synergies. Cela se déroule assez simplement. Les acteurs sont divisés en petits groupes, font connaissance, échangent à propos des ressources qu'ils possèdent ou qu'ils recherchent, et l'animateur s'occupe d'amorcer des idées de synergies tout en apportant des retours d'expériences concrets. C'est un moyen simple mais très efficace de sensibiliser des acteurs de tous horizons à l'écologie industrielle et territoriale.* »



CHIFFRES-CLÉS

- **104** adhérents
- **9** flux collectés : piles et batteries, archives conventionnelles, archives confidentielles, déchets dangereux, instruments d'écriture, D3E, cartouches de petites imprimantes, palettes de bois, cartons
- **617** Tonnes de déchets valorisés en 2022
- **1000 €** d'économies en 2022 en moyenne, par entreprise et par an

UN SERVICE DE COLLECTES MUTUALISÉES DE DÉCHETS

Les collectes mutualisées organisées par Ecopal touchent 9 flux de déchets et sont des services accessibles à des tarifs attractifs ou sont gratuits pour ses adhérents. Dédiés au recyclage ou à leur valorisation locale selon la réglementation en vigueur, les déchets collectés grâce à ces collectes mutualisées, comme les 220 tonnes concernées en 2022, évitent des émissions de CO₂ et permettent aux entreprises un gain de temps, des amoindrissements de leurs coûts, d'entrer dans une démarche d'écologie industrielle et territoriale mais également de participer à la création d'activités ou de favoriser l'insertion.

« J'ai participé à la mise en œuvre de la collecte des palettes en bois auprès de structures utilisant des palettes de diverses qualités. Aussi, certaines sont vendues en l'état et d'autres sont transmises à des acteurs associatifs locaux qui accompagnent des personnes éloignées de l'emploi en leur offrant un parcours d'insertion sociale et professionnelle. Par exemple, le CETIDE, un membre de l'Économie Sociale et Solidaire du dunkerquois, utilise des palettes de bois de bonne qualité pour fabriquer des meubles, des roulottes, des poulaillers et même des gamelles pour chiens. L'AFEJI y recourt également pour réparer ou concevoir du mobilier d'excellente qualité, donne-t-il en exemple. Dernièrement, avec ma collègue Laure Pelissier, nous avons eu une demande peu commune qui a nécessité quelques recherches. Une entreprise de réparation navale locale avait besoin de valoriser des tableaux de bord électriques d'une envergure de deux mètres. Compte-tenu de cette taille, nous devions trouver des bennes assez grandes pour les stocker et trouver la bonne filière de valorisation. »

DES DIAGNOSTICS, DES CONSEILS ET DES ACCOMPAGNEMENTS

Ecopal s'implique sur des déchets très divers pouvant même être très spécifiques. Son objectif est d'appuyer les entreprises afin qu'elles trouvent localement la meilleure méthode possible pour les valoriser. Damien Marez se remémore du diagnostic déchets de Rubis Terminal : « Cette entreprise adhérente stocke des produits liquides pouvant être pétroliers, chimiques, agro-alimentaires ou autres sur la commune de Dunkerque. Elle cherchait une idée de valorisation de ses tuyaux en plastique et métalliques souillés par des hydrocarbures. Avec mes collègues, nous

avons réalisé un état des lieux sur leur site qui nous a amenés à proposer une filière de valorisation et les bonnes pratiques à opérer ainsi que quelques recommandations.

Personnellement, de par mon expérience sur le traitement de l'eau, je réalise également des diagnostics concernant l'eau. Ceux-ci sont gratuits pour nos adhérents. Sur site, je répertorie les circuits et points d'eaux. Oui, eaux au pluriel car cela concerne l'eau potable, pluviale, usagée... comme je regarde aussi les produits chimiques en présence ! Mon objectif est de proposer des alternatives et des préconisations plus écologiques et économiques pour assurer la qualité de cette ressource très précieuse et réduire sa consommation. »

UNE COMMUNICATION POUR QUE LES DÉCHETS DES UNS DEVIENNENT LA MATIÈRE PREMIÈRE DES AUTRES

Damien Marez est très à l'aise pour communiquer avec les nombreuses entreprises dunkerquoises et les engager à se mettre en synergie les unes avec les autres afin de développer de nouveaux projets, trouver de nouvelles sources de matières premières près de chez elles ou de nouvelles pistes de valorisation de leurs déchets. « L'une de mes tâches consiste à référencer toutes les synergies actives du territoire dunkerquois dans le but d'en tirer des indicateurs d'écologie industrielle. Je m'occupe ensuite d'entrer une partie des données récoltées sur une plateforme en ligne nommée ELLIPSE, créée par l'association OREE, afin de partager ces indicateurs avec d'autres territoires. J'aime être en contact avec les entreprises du dunkerquois, comprendre leurs process et entrevoir les synergies possibles avec d'autres structures. Je ressens que les acteurs de mon territoire aiment travailler ensemble et je suis heureux de constater qu'ils trouvent de nombreuses possibilités de collaboration et qu'ils co-évaluent leurs initiatives. Comme on dit souvent à Dunkerque "On joue collectif". J'apprécie aussi d'intervenir auprès d'élus, d'industriels d'universités et de doctorants. J'aime particulièrement exposer les retours d'expériences du dunkerquois et transmettre mes connaissances. Ecopal est d'ailleurs très sollicité à ce propos, cela l'a conduit à intervenir en Belgique et auprès de Québécois en visioconférence. Et en tant que communicant, je vous invite à découvrir d'autres projets d'Ecopal et les actualités contribuant à la transition écologique, à la lutte contre le réchauffement climatique, à la décarbonation des industries et à la protection de l'environnement. »



CONTACT & INFORMATIONS

Association ECOPAL

2508 route de l'écluse Trystram,
59140 DUNKERQUE
damien.marez@ecopal.org
03 28 51 01 18
www.ecopal.org/fr/association/projets



UN TRIO DE LYCÉENS POUR PLANTER DES GRAINES D'ÉGALITÉ DANS LA SOCIÉTÉ

Durant deux ans, Irina, Mailys et Robin ont cultivé un projet entrepreneurial au sein de leur lycée professionnel Le corbusier à Tourcoing. Accompagné par l'association Enactus et l'équipe pédagogique, le jeune trio a creusé et semé les questions de l'égalité des sexes et de l'impact écologique pour faire pousser : « Prince of Peace ». Une marque et un vêtement unisexe qui a remporté le 1er prix régional Enactus récompensant les jeunes qui se mobilisent et agissent pour la société.

Réaliser un chef d'œuvre ? Il n'y a pas d'âge pour commencer. Comme tous les lycéens professionnels, dès la classe de première, Irina, Mailys et Robin du lycée Le corbusier à Tourcoing, se sont lancés, en défrichant le champ de l'entrepreneuriat. En 2021, ils relèvent le défi de réaliser un projet qui résonne en eux et qui mette à profit leur cursus en communication visuelle et plurimédia.

« Notre lycée conduit un partenariat avec l'association Enactus, basée à Lille (Lire le paragraphe plus bas) qui accompagne les jeunes à l'entrepreneuriat, raconte Fatima Kerour, professeure de Lettres d'Histoire et Géographie. C'est comme cela que, moi aussi, je me suis retrouvée dans l'aventure en accompagnant cinq groupes chaque semaine dans le cadre de leur chef d'œuvre. »

Irina et Mailys n'ont pas mis longtemps à trouver le sujet qui leur tenait à cœur : *« La lutte contre les inégalités des sexes, femmes-hommes, nous préoccupait avant tout. Puis, nous avons très rapidement élargi à la cause Lesbiennes, Gays, Bisexuelles et Transgenres – LGBT. Dans notre lycée, dans la société, la discrimination des sexes et des genres, c'est un sujet important à soutenir. Robin nous a rejoints en cours de Première pour cette cause »,* explique Irina.

UNE MARQUE ET UN VÊTEMENT POUR SOUTENIR LA CAUSE

Les lycéens sont partis d'une page blanche mais ils n'étaient pas seuls dans leur exploration, grâce à l'accompagnement à l'entrepreneuriat d'Enactus. « Nous avons été aidés par Elise Bouchard, responsable régionale Enactus lycéens mais aussi d'intervenants de la Plaine Image comme Raphaël Kamani et Thibault Chivet. Il a été un mentor pour les élèves et les a aidés à faire mûrir leur projet », salue Fatima.

Rencontrant experts mais aussi des acteurs de terrain comme Les Mariannes du Nord, l'association de défense du droit des femmes à Lille, Irina, Mailys et Robin élaborent un projet autour de la création d'une marque et d'un vêtement écologique,



CHIFFRES-CLÉS

- **58** classes soit 1352 lycéens accompagnés entre 2022 et 2023
- **95%** de lycéens professionnels accompagnés et une majorité en quartiers prioritaires de la Politique de la Ville QPV
- **200** étudiants en supérieur accompagnés entre 2022 et 2023
- **1** équipe de 4 salariées appuyée par 3 services civiques
- Une présence en Nord Pas-de-Calais et un déploiement en Picardie

unisexe, portant les couleurs symboliques du mouvement LGBT. « Après avoir mélangé les lettres de nos prénoms, nous avons choisi comme nom Prince of Peace », sourit Irina.

Le trio usine alors une batterie d'outils de communication : logos, affiches, cartes de visites, site internet, plaquette de présentation... Un panel varié utile pour aller se confronter aux finales organisées entre lycéens. « Ils ont même fait bien plus qu'on ne leur demandait, appuie Fatima, fière de ses élèves. Défendre son projet, être à l'aise à l'oral, ils se sont beaucoup donnés et ont gagné en confiance, quelque soient les groupes accompagnés. C'était une magnifique expérience que de voir ces dynamiques de groupes d'étudiants autour de sujet aussi engagés que : le transport, la solidarité, l'environnement, la lutte contre la timidité... »

« Quand le nom de Prince of Peace a retenti au Bazaar Saint-So à Lille, lors du forum régional Enactus, c'était une grande surprise. Nous ne nous y attendions pas à remporter le 1^{er} prix de la phase régionale, expliquent Irina et Robin, encore émus. Ce qui nous a amenés à défendre notre projet à Paris lors de la finale nationale Enactus, au Palais des Congrès d'Issy-les-Moulineaux ! » Tous trois fraîchement diplômés, ils ont déjà la tête dans les études supérieures mais ne s'interdisent pas de rêver un jour replonger dans cette aventure entrepreneuriale qui les aura réunis durant deux ans. #

#

Le but d'Enactus est avant tout de donner envie d'agir et de passer à l'action par l'imagination et la réalisation d'un projet quel qu'il soit autour des thématiques sociales ou environnementales

// FANNY LECROARD //

DIRECTRICE HDF ENACTUS EN 2023



ENACTUS, UN PHARE DANS CE VOYAGE ENTREPRENEURIAL

Au lycée Le Corbusier de Tourcoing, l'association Enactus proposait un parcours en deux ans. « La première année est une initiation et si les encadrants et les jeunes souhaitent poursuivre, un second parcours d'action est proposé pour approfondir le projet », explique Fanny Lecroard, directrice Hauts-de-France d'Enactus France. Si certains projets menés par des lycées passent le cap de la création de la structure, « ce n'est pas une fin en soi, l'objectif est de développer des compétences. Le but d'Enactus est avant tout de donner envie d'agir et de passer à l'action par l'imagination et la réalisation d'un projet quel qu'il soit autour des thématiques sociales ou environnementales », poursuit-elle.

Enactus France a développé son accompagnement des jeunes - lycéens et étudiants - en constatant : des problèmes d'orientation chez les jeunes, encore plus prégnants dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV). Mais aussi une méconnaissance des enjeux sociaux et écologiques. « Cependant, dès lors qu'ils sont accompagnés, ces jeunes sont très motivés pour conduire un projet, surtout sur le territoire où ils habitent, où ils vont au lycée, précise Fanny Lecroard. Nous avons donc ciblé en particulier les QPV dans nos actions d'accompagnement. Enormément de projets tournent autour de l'égalité des sexes, des violences faites aux femmes, de la réduction des inégalités et bien sûr de l'environnement. » Travaux en groupes, aisance à l'oral, engagement dans des sujets variés autour des objectifs de développement durable, créativité, passage à l'action... Autant de bienfaits pour la jeunesse qu'apporte chaque année Enactus Hauts-de-France avec ses programmes entièrement gratuits, soutenus grâce à un financement couplé de partenaires et mécènes régionaux et nationaux ou encore la taxe d'apprentissage. L'association compte bien déployer davantage ses actions sur le territoire.

LIENS UTILES :

<https://le-corbusier.enthdf.fr>
<https://enactus.fr/partenaires-et-mecenes>

CONTACT & INFORMATIONS

Enactus

Fanny Lecroard

directrice de la région Hauts-de-France Enactus France
flecroard@enactus.fr

Elise Bouchard

responsable régionale Enactus lycéens
ebouchard@enactus.fr

enactus.fr

enactus.fr/nos-implantations-regionales



CHEZ EN SAVOIR PLUS, L'APPÉTIT DE L'ENVIRONNEMENT VIENT EN EXPÉRIMENTANT

À Amiens, En Savoir Plus développe depuis 1992 des outils pour découvrir les mécaniques de l'environnement et propose des clés pour agir. L'association amiénoise est devenue un des rouages incontournables de l'éducation à l'environnement en Hauts-de-France. Elle fête ses 30 ans en 2023.

Jeudi 16h. Une dizaine de bénévoles de l'association En Savoir Plus, gilet mauve en signe de reconnaissance, sont prêts à lancer le rendez-vous Repair Café. C'est, près de leurs locaux, dans le restaurant de l'Apradis, 6-12 rue des deux ponts, à Amiens que, depuis plusieurs mois, s'organise un véritable hôpital pour petits équipements électroménagers, textiles, matériels informatiques, gratuit pour leur propriétaire. Une des actions anti-gaspi d'En Savoir Plus appréciée par les locaux et les bénévoles, créatrice de lien social et de passerelles vers le savoir dans les domaines de l'environnement.

2 TONNES ET DEMI DE DÉCHETS ÉVITÉS AU REPAIR CAFÉ

Cet Amiénois est ravi. En 20 minutes, quelques soudures expertes par un ancien réparateur d'imprimantes, auront suffi à redonner une seconde vie à son souffleur à feuilles. L'appareil est pesé avant de repartir pour de nouvelles aventures. « Depuis la mise en place des Repair Cafés coordonnés par le réseau Hauts-de-France de la Maison Régionale de l'Environnement

et des Solidarités de Lille (MRES), c'est deux tonnes et demi de déchets évités, souligne Philippe Boulogne, directeur d'En Savoir Plus. Ici, les personnes viennent de tous les horizons et milieux. Ils apprécient les rencontres mais aussi d'apprendre à faire par eux-mêmes. Avec le bénévole, ils s'aperçoivent que ce n'est pas si compliqué d'essayer de réparer. C'est valorisant quand ils réussissent et si ce n'est pas possible, ils auront essayé ! On a commencé il y a 4 ans, avec 2-3 bénévoles et aujourd'hui le nombre d'habités et de rendez-vous se multiplie à Amiens et même sur d'autres communes comme Moreuil ou Étouvie. »

**Ni alarmiste, ni
donneuse de leçons,
nous apportons les clés
de compréhension et les
outils pour avancer selon
les objectifs et les besoins
pour agir, pas à pas, au
quotidien pour le monde
de demain.**

// PHILIPPE BOULOGNE //
DIRECTEUR EN SAVOIR PLUS

L'ENVIRONNEMENT À PETITS PAS

Au rayon des actions d'En Savoir Plus, bien d'autres domaines sont explorés : la réduction des déchets, la préservation de l'eau et de la biodiversité, l'éco-mobilité... Depuis 1992, l'association amiénoise est devenue un maillon clé en région Hauts-de-France sur les questions d'éducation à l'environnement. Ses 8 salariés portent au grand public la connaissance indispensable par le conseil, la sensibilisation, la formation, l'expérimentation par soi-même. « Ni alarmiste, ni donneuse de leçons, nous apportons les clés de compréhension et les outils pour avancer selon les objectifs et les besoins, explique Philippe Boulogne. Pour agir, pas à pas, au quotidien pour le monde de demain. »

L'histoire d'En Savoir Plus a commencé aussi petit à petit avec un groupe d'étudiants de la promotion Sciences de la Vie et de la Terre de l'Université Picardie Jules-Verne à Amiens, dont Guillaume Sergent, président jusqu'en 2021 de l'association. « Pour sensibiliser au développement durable et la biodiversité, ils

ont créé une exposition sur le bruit qui a tourné dans les écoles. Cela a donné lieu à la création d'En Savoir Plus, avec 1 salarié dès 1999, se rappelle le directeur aux manettes depuis 2008. Grâce au rectorat, nous avons bénéficié d'un bon appui pour aller dans les écoles. Cela nous a permis de développer des formations et notamment de participer aux bases du dispositif pédagogique Rouletaboule autour des déchets créé pour les classes primaires.»

DES ÉCOLES AUX COLLECTIVITÉS

Aujourd'hui, En Savoir Plus poursuit ses actions avec des challenges animés dans les écoles et désormais dans les collèges. « On demande aux élèves les problèmes qu'ils constatent et ce qui les feraient rêver, explique Philippe Boulogne. Cela donne des initiatives très intéressantes comme le déploiement du vélo dans un établissement amiénois. Les professeurs ont même mis en place avec les élèves des ateliers de réparation. Cela a aussi changé le rapport jeunes-adultes. » Et parce qu'« ensemble on va plus loin », l'association a su s'entourer et se faire une place comme dans la coanimation avec l'Adav du centre ressource en éco-mobilité dans les Hauts-de-France pour lancer des challenges, dédiés à la mobilité.

Si la sensibilisation a longtemps été tournée vers un public jeune, En Savoir Plus s'oriente désormais vers le grand public, les collectivités, les salariés... À l'exemple de la plateforme éco-événement soutenu par l'Ademe et la Région pour apporter des conseils éco-responsables aux organisateurs d'événements ou encore les défis zéro déchet, réalisés dans des foyers en partenariat avec le Grand Amiénois et Oulchy-le-Château. « Nous apportons des outils de diagnostics aux collectivités et des clés pour les orienter vers les choix qui seront les plus adaptés, détaille Philippe Boulogne. Avec ces valeurs partagées par les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire que sont le sens du collectif, des bases et rêves partagés. Un peu comme la fable du colibri, chacun fait, à sa portée, sa part. »

EN PERPÉTUELLE FORMATION

Chez En Savoir Plus, la dynamique de formation est chevillée à l'équipe. Récemment, Philippe Boulogne a décroché son diplôme ESS en Hauts-de-France à Sciences Po Lille. Une formation co-construite avec la CRESS Hauts-de-France à destination d'auditeurs en création d'activité, en reconversion professionnelle ou salariés cadres et dirigeants de l'Économie Sociale et Solidaire. Avec la volonté - de faire autrement dans l'économie et - de professionnaliser leurs pratiques et d'approfondir leurs connaissances dans l'Économie Sociale et Solidaire. 🇫🇷



CHIFFRES-CLÉS

• **1992**, date de création

• **8** salariés

• **Membre des réseaux** : GRAINE (Groupement Régional d'Animation et d'Initiation à la nature et à l'Environnement en Hauts-de-France), FRENE (Réseau Français d'Éducation à la Nature et à l'Environnement), Réseau Régional du Compost Citoyen, Mob'In Hauts-de-France: acteurs de la mobilité inclusive, solidaire et durable, Maison des Associations d'Amiens Métropole

• **Agrément** : Éducation nationale, Entreprise Solidaire à Utilité Sociale (ESUS) et Jeunesse et Éducation populaire



CONTACT & INFORMATIONS

Association En Savoir Plus

6/12 rue des Deux Ponts, 80 000
Amiens

03 22 47 17 77
info@ensavoirplus.asso.fr
ensavoirplus.asso.fr

f AssociationEnSavoirPlus



FON
DA
TION
d'entreprise



CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

LA FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE, LE PLUS SOLIDAIRE DE LA BANQUE COOPÉRATIVE RÉGIONALE, CERTIFIÉE B CORP

Avec plus de 200 ans d'histoire de mécénat, la Caisse d'Épargne a fait émerger la Fondation territoriale Caisse d'Épargne Hauts de France en 2017. Dotée d'un budget de 850 000 euros, elle soutient chaque année une centaine de projets de l'Économie Sociale et Solidaire. Son prochain appel à projet sera révélé en avril 2024.

Derrière la Fondation Caisse d'Épargne Hauts de France, c'est l'histoire d'un mécène âgé de plus de deux siècles ! Et aux thématiques toujours « #plusprocheplusutile ». Reconduit pour la 2^e année, cet appel à projet 2023, clôturé cet été, portait sur les jeunes en situation de fragilité en partenariat avec 3 bailleurs sociaux des Hauts-de-France : SIA, SIGH et SA HLM de l'Oise (toutes trois filiales de Caisse d'Épargne Hauts de France). Un thème qui résonne avec les thématiques phares portées depuis 2009 par la Fondation territoriale. « Nous soutenons des projets à but non lucratif sur 3 thématiques clés : l'insertion par l'emploi, la santé et le sport et, l'éducation et la culture. Thèmes que nous avons mis en avant sur nos derniers appels à projets », explique Nicolas Delnatte, délégué général de la Fondation d'entreprise.

Si la Fondation d'entreprise a émergé en 2009, c'est en 2017 que la Fondation d'entreprise Caisse d'Épargne Hauts de France est créée, issue d'un rapprochement des Caisses d'Épargne Nord France-Europe et Picardie. Avec comme unique mécène La Caisse d'Épargne, une banque coopérative qui régionale qui appartient à ses clients sociétaires.

Pour la banque coopérative, le mécénat remonte au XIX^e siècle. « La première Caisse d'Épargne date de 1818. Avec les résultats générés, les fondateurs ont orienté des dons vers les populations fragiles. Les Caisses d'Épargne ont été pionnières en finançant des bains/douches, des jardins ouvriers, des habitats à loyer modérés... Au fil des réglementations et des siècles, la Caisse d'Épargne a opéré la création de fondations territoriales », raconte Nicolas Delnatte.

En région Hauts-de-France, on compte 14 Sociétés Locales d'Épargne, animées par des animateurs sociétariat et engagement sociétal. Ils appuient le délégué général et les représentants des clients sociétaires dans les actions de sourcing, d'animation, d'instruction et d'évaluation des projets déposés.

Si les projets peuvent être déposés au fil de l'eau, chaque année un appel à projet est lancé au printemps jusqu'à l'été. Avec un budget de 850 000 euros, c'est près de 100 projets en moyenne qui sont soutenus annuellement. « Les projets proposés sont très divers. Le montant de l'aide est variable, en fonction de la demande. Nous finançons avant tout des projets d'investissement. Notre rôle, ce n'est pas de financer le véhicule mais à quoi il va servir », appuie Nicolas Delnatte.

La Fondation porte aujourd'hui un palmarès important de projets soutenus dans toute la région. « Comme celui de l'association Réseau Éco Habitat dans l'Oise, émanant du Secours Catholique et qui œuvre dans la rénovation de logements, « passoires thermiques » appartenant à des propriétaires en difficulté. Résultat : plus de 100 logements ont été rénovés en 2 ans », donne comme exemple le délégué général de la Fondation. Côté département

Notre rôle, ce n'est pas de financer le véhicule mais à quoi il va servir

// NICOLAS DELNATTE //

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE LA
FONDATION D'ENTREPRISE

du Nord, le projet proposé par l'Adapt a été également porté. « Cela a permis de financer un parcours mobilité dédié aux personnes adultes hospitalisées. Cet outil va les aider à recouvrer leurs capacités et leur autonomie », décrit Nicolas Delnatte. Ou encore celui de Lille Sud Insertion autour du maraîchage : « Le projet apporte un tremplin pour un public en insertion professionnelle ».

La prochaine remise de prix aura lieu le 22 novembre 2023. L'occasion de découvrir et soutenir de nombreux projets de l'ESS en région Hauts-de-France. En attendant le nouvel appel à projets prévu au printemps 2024. « C'est en cours de réflexion, mais il pourrait croiser le sport avec les JO 2024 », dévoile Nicolas Delnatte. #



CHIFFRES-CLÉS

- **2009** : création de la Fondation d'entreprise Caisse d'Épargne
- **2017** : rapprochement des deux caisses locales et création de la Fondation d'entreprise Caisse d'Épargne Hauts de France
- **2022** : certification B Corp de la Caisse d'Épargne Hauts de France
- **1** mécène unique : Caisse d'Épargne Hauts de France, banque coopérative régionale
- **850 000€** : budget annuel de la Fondation Caisse d'Épargne des Hauts-de-France
- **100** projets, en moyenne le nombre de projets reçus à l'occasion des appels à projets annuels



DES PETITS PAS POUR FAIRE AVANCER EN GRAND L'ESS

Bien plus qu'un mécène, la Fondation d'entreprise organise également des temps de réflexion sur des enjeux de l'Économie Sociale et Solidaire. L'événement d'annonce des lauréats en novembre 2022 était l'occasion d'un coup de projecteur sur le programme « Emergence », mené par ARELI. L'association active sur la thématique du logement et de l'hébergement a ainsi montré l'enjeu d'accompagner financièrement et socialement avec des mentors issus des entreprises partenaires les étudiants modestes pour faciliter leur réussite scolaire. « Les acteurs de l'ESS n'ont pas toujours l'opportunité de prendre du recul sur leurs activités. Le rôle de la Fondation, c'est aussi d'apporter des éclairages en organisant ces temps de conférence. Nous avons un grand réseau qui peut contribuer à nourrir des réflexions collectives », explique Nicolas Delnatte, délégué général de la Fondation d'Entreprise. En novembre 2023, la Fondation proposera un rendez-vous à l'occasion du Mois de l'ESS sur les enjeux du maintien à domicile et de l'immobilier. Plus d'infos sur mois-ess.org.

LES PROJETS SOUTENUS :

cartographie-action-caisse-epargne-hauts-de-france.fr/carte



CONTACT & INFORMATIONS

Fondation Caisse d'Épargne Hauts de France

fondation@hdf.caisse-epargne.fr

Porteurs, porteuses de projet,
déposez votre dossier en ligne ici :
cehdfprojets-caisse-epargne.fr



FONDATION
CRÉDIT AGRICOLE
BRIE PICARDIE

- Solidarité et cohésion sociale
- Patrimoine, art et culture



LA FONDATION CRÉDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE SÈME SES SOUTIENS POUR RÉCOLTER DES PROJETS D'UTILITÉ PUBLIQUE SUR SON TERRITOIRE

Depuis 2020, la banque coopérative Crédit Agricole Brie Picardie a créé sa fondation. Elle œuvre sur les départements de l'Oise, la Somme et la Seine-et-Marne. Son objectif ? Soutenir des projets utiles aux territoires et au plus grand nombre.

« Depuis que mon fils de 15 ans étudie à l'école de production Sud Oise, O'Tech, il sourit et il nous raconte le soir comment se sont déroulés ses cours. Il apprend en usinant. » Ces mots de parents, Philippe de Waal, président de la Fondation Crédit Agricole Brie Picardie, les a récoltés avec émotion, fin 2021, lors de la mise à l'honneur

de l'établissement basé à Compiègne. « La Fondation avait choisi, grâce à un appel à projets "Favorisons l'insertion des jeunes dans l'emploi", 7 projets locaux parmi 38 portant sur l'insertion des jeunes dans les milieux professionnels. Mais celui d'O'Tech a été le prix coup de cœur et a reçu un soutien financier afin de pouvoir augmenter sa capacité d'accueil, agrandir le bâtiment et recevoir plus d'étudiants. Ces jeunes sont formés gratuitement aux métiers de la transformation des métaux, apprennent en réalisant des pièces pour de grandes entreprises partenaires et obtiennent des qualifications », abonde-t-il.

« Répondre à un besoin utile pour le territoire et au plus grand nombre », c'est son credo et ce pourquoi la Fondation sème ses financements depuis fin 2020, date de sa création. En 2011, le Crédit Agricole, « son mécène », avait fait pousser un fonds de dotation. « Accompagner les projets sur les territoires de l'Oise, de la Somme et de la Seine-et-Marne, cadre géographique du Crédit Agricole, cela fait partie de l'ADN de cette banque coopérative et mutualiste. Cela rejoint son histoire : un établissement fondé par des entrepreneurs qui, seuls, n'avaient pas les moyens de faire, explique cet ancien exploitant agricole. Mais ce fonds de dotation était un galop d'essai. Après deux appels à projets et de beaux projets locaux révélés, le Crédit Agricole a voulu aller plus loin et amplifier cet accompagnement en montant une fondation d'entreprise portant les valeurs de proximité, de responsabilité et de solidarité. »

PLUS QU'UN GUICHET, ÊTRE CRÉATEUR DE LIENS

À peine sortie de terre, la Fondation compte déjà : « 17 projets soutenus en 2021 et 4 nouveaux projets en 2022 pour des tickets allant de 10 000 à 40 000 euros », détaille Lucie Surhomme, attachée au service RSE et développement solidaire du Crédit Agricole Brie Picardie. Appuyé par Céline Sanchez, directrice



CHIFFRES-CLÉS

- Fin **2020**, date de création de la Fondation
- **19** administrateurs dont le tiers compte des experts thématiques : santé, tourisme, patrimoine, développement économique, ...
- **17**, le nombre de projets accompagnés en 2021 avec 1 appel à projets « Favorisons l'intégration des jeunes par l'emploi »
- **75** projets soutenus depuis la création

Déléguée générale de la Fondation, le conseil d'administration comptant 19 personnes défriche les projets, les étudie et donne ou non son aval sur les nombreux projets qui lui parviennent grâce aux appels à projets, aux candidatures au fil de l'année ou par sa connaissance des départements des enjeux locaux. « L'un des atouts est que deux tiers des membres connaissent par cœur leur territoire. Ils sont, par exemple, des présidents de caisses locales. Le dernier tiers est constitué de personnes qualifiées sur les thématiques de la santé, du patrimoine, du tourisme, du développement économique, de l'Économie Sociale et Solidaire... », ajoute Philippe de Waal, soucieux des choix des projets locaux à soutenir.

La Fondation Crédit Agricole Brie Picardie compte désormais quatre axes d'intervention. La solidarité et la cohésion sociale a notamment inspiré le premier appel à projets. Mais aussi la valorisation du territoire avec le soutien de projets liés au patrimoine naturel, comme l'agrandissement de la roseraie du domaine de l'abbaye de Chaalis, mais aussi au patrimoine intellectuel et à la sauvegarde de savoir-faire, comme l'en atteste le soutien à l'association « Bleu de Cocagne » qui souhaite redonner à Amiens son excellence dans l'innovation textile avec la fabrication de la toile de Jouy. « Depuis la transformation du fonds en Fondation, nous soutenons aussi les projets d'innovation et de création qui peuvent se traduire par des programmes de recherche par exemple » comme le soutien à l'association « Bleu de Cocagne » qui souhaite redonner à Amiens son excellence dans l'innovation textile avec la fabrication de la toile de Jouy. Ou encore la santé et le bien vivre. Là encore, Philippe de Waal ne tarit pas d'exemples, en citant le projet de l'association Les doigts agiles à la maison de retraite

de Villers-Bretonneux : « Nous les avons aidés à acquérir un concept mis au point par l'entreprise amiénoise Sigo Healthcare. Le principe est d'emmener les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer dans un train thérapeutique. Accompagnés par un soignant ou un proche, ils sont stimulés dans un faux-wagon par des images, des souvenirs. Un projet à la croisée des chemins du bien-vivre mais aussi de l'innovation. »

Pour le président de la Fondation et son équipe, l'accompagnement de ces projets va bien au-delà d'un simple soutien financier : « Nous ne sommes pas qu'un simple guichet. Notre ambition est que la Fondation soit créatrice de liens sur le territoire, appuie Philippe de Waal. Ça a été le cas pour le premier appel à projets que nous avons lancé. Les structures lauréates, agissant toutes en faveur de l'insertion des

jeunes, mais à des étapes et avec des moyens différents à l'insertion des trois départements élus ont pu se croiser et se découvrir. Beaucoup de projets fonctionnent finalement en silos et notre action est de faire qu'ils se parlent. » Et c'est au travers de l'aura du Crédit Agricole, que la Fondation souhaite appuyer et faire la lumière sur les projets soutenus. « Ou encore en accompagnant certains projets dans le temps, parfois sur plusieurs années pour les rendre pérennes », ajoute le président de la Fondation.

En 2022, la Fondation Crédit Agricole Brie Picardie a pour ambition de soutenir 15 à 20 projets et se projette déjà. « Les financements sont assurés pour 5 ans », lance Philippe De Waal qui annonce très bientôt le lancement d'un nouvel appel à projets en mai 2022. #

« Répondre à un besoin utile pour le territoire et au plus grand nombre »

// PHILIPPE DE WAAL //

PRÉSIDENT DE LA FONDATION



CONTACT & INFORMATIONS

fondation.cabp@ca-briepicardie.fr

Pour candidater, rendez-vous sur ce lien :

ca-briepicardie.com/fondation



DANS LE VALENCIENNOIS,

HANDÉLICE OFFRE UNE MAIN TOURNÉE

VERS L'INCLUSION DES PERSONNES HANDICAPÉES

À LA CANTINE DE JOSÉPHINE, L'INCLUSION VIENT EN MANGEANT !

Depuis 2013, Valérie et Jean-Yves Sybille ont créé et portent Handélice. L'association, qui s'est construite en suivant les pas de leur fille Joséphine, offre aujourd'hui une passerelle à nombre de personnes porteuses d'handicap pour construire un monde plus inclusif par les loisirs, le travail ou encore le logement. Elle a obtenu le prix régional ESS 2021.

Ce lundi, 12h, c'est le coup de feu, à La Cantine de Joséphine, 8 place des îlots à Valenciennes, à quelques pas de la place d'armes. Dans l'atmosphère cosy du restaurant, où le mobilier en bois et recyclé côtoie les lumières tamisées, Joséphine s'assure que les tables ne manquent de rien sous le regard bienveillant de Ninon, cheffe de salle. Dans la cuisine, chacun sa mission. La concentration se mêle à la légèreté. On prépare andouillette, burger Big Jo, soupe du jour... Autant de plats que les salariés en contrat à durée déterminée d'insertion manient sur le bout des doigts et le sourire aux lèvres. Car ils se sentent à leur place et épanouis dans ce restaurant créé en 2015 sur lequel trône cette jolie jeune fille brune dessinée par Joséphine.

« On accueille des personnes porteuses d'handicap et/ou éloignées de l'emploi en stage ou en CDDI, soutenues par Ninon, notre en-

cadran technique, décrit la cofondatrice Valérie Sybille. C'est un des premiers restaurants d'insertion en France, constitué sous forme d'entreprise d'insertion. » Un concept unique devenu une bonne adresse pour nombre de Valenciennois et gourmets de passage. « À La Cantine de Joséphine, les clients qui se restaurent adhèrent à un concept innovant et ils y reviennent car les plats sont goûteux, cuisinés avec des produits en circuit court et puis, on s'y sent bien », appuie Annabelle Vilet, arrivée cet été, et directrice d'Handélice qui porte le restaurant.

UNE ASSOCIATION POUR LES « TROP » ET LES « PAS ASSEZ »

« Handélice, c'est une association qui œuvre pour "les trop" et "les pas assez", résume Valérie Sybille, bénévole « à temps plein ». "Les trop handicapés" pour intégrer le monde normé qui nous entoure et "les pas assez handicapés" pour faire partie des structures spécialisées telles qu'un établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ». Avec son mari Jean-Yves, ils sont, depuis 2013, les arti-

sans de cette association aux multiples branches qui accompagne un public porteur d'handicap dans le secteur du Valenciennois. « On en plaisante parfois en parlant d'une holding », sourit Jean-Yves, président d'Handélice qui porte plusieurs structures œuvrant dans l'intégration de ces jeunes de 18 à 30 ans par les loisirs, le travail et le logement inclusif.

Handélice, « parce que la vie est un délice », est née avec leur deuxième



C'est un des premiers restaurants d'insertion en France, constitué sous forme d'entreprise d'insertion.

// VALÉRIE SYBILLE //

CO-FONDATRICE HANDÉLICE

filles, Joséphine, 27 ans, issue d'une fratrie de quatre enfants. « Joséphine a une maladie orpheline. Très tôt, on a préféré se concentrer sur son quotidien. Mais après une scolarité en milieu ordinaire dans des classes pour l'inclusion scolaire (CLIS), on s'est aperçus qu'il était compliqué pour les personnes porteuses d'un handicap d'aller plus loin. Et que nous n'étions pas les seuls parents démunis », raconte Valérie Sybille. « Pour créer de l'emploi, et si on créait un resto ? », lança-t-elle un jour à Jean-Yves, les yeux ronds.

En parallèle des premières sorties et actions culturelles, le couple, aidés de leurs enfants, ont lancé un premier établissement en 2015 « La Cantine de Joséphine » qui a accueilli Joséphine et Emilie, les toutes premières salariées en CDDI. « Restaurant qui nous a amené à prendre en main la cuisine centrale de la Maison Diocésaine à Raismes », ajoute Valérie Sybille. Sans compter les centaines de plats que La Cantine de Joséphine assure en service traiteur ou plateaux repas et qui ne font pas froid aux yeux à Laurent, autre encadrant technique, habitué à préparer de grandes tablées.

Dans cette continuité, Handélice a développé la question du logement inclusif dès 2018. « Car c'est aussi une problématique. Les personnes sont souvent mélangées et ne partagent pas forcément les mêmes intérêts », posent Valérie Sybille. « Les Colocs de Joséphine, à Fresnes-sur-Escaut et à Valenciennes, sont un lieu de passage. On accompagne les jeunes dans leur quotidien, décrit Amandine Reimund, coordinatrice des 12 logements proposés à des personnes porteuses de handicap. On développe des outils qui passent souvent par le jeu pour les aider à être autonome sur des questions aussi diverses que les courses, le transport, le budget ou encore la communication. »

Et les projets et l'énergie ne manquent pas chez Handélice. Projet de logements autonomes, restaurants en zone rurale... « En janvier 2022, La Cafét' de Jo ouvrira et proposera, à quelques pas de la chambre de commerce et d'industrie, une restauration à emporter ou livrée par l'équipe », annonce Valérie Sybille. 📍



CHIFFRES-CLÉS

- Une **création en 2013**, présidée par Jean-Yves Sybille.
- Une équipe de **21 salarié(e)s** en CDI, CDDI, contrats en alternances
- Des **bénévoles** dont Valérie Sybille.
- Une insertion par la **culture** et les **loisirs**
- Une **insertion professionnelle** avec La Cantine de Joséphine, le restaurant d'insertion à Valenciennes qui emploie 6 salariés CDDI et 1 encadrant technique, la cuisine centrale de la Maison diocésaine qui emploie 3 CDDI et 1 encadrant technique et bientôt dès janvier 2022 une cafétéria «La Cafét de Jo».
- Une **insertion par l'habitat inclusif** avec deux « Colocs de Joséphine » à Fresnes-sur-Escaut (7 jeunes) et Valenciennes (5 jeunes) encadrées par une coordinatrice et 2 salarié(e)s.



CONTACT & INFORMATIONS

La Cantine de Joséphine, restaurant d'insertion, service traiteur et plateaux repas,

22 avenue du Sénateur Girard à Valenciennes
 lacantinedejosephine@outlook.fr
 03 27 34 89 65
lacantinedejosephine.com

La Coloc de Joséphine à Fresnes-sur-Escaut

434 rue Edgard Loubry
fhandelice



À AMIENS, LES RECYCLETTES ROULENT POUR LE COMPOSTAGE

Depuis février 2020, Joséphine et Olivia ont lancé Les Recyclettes. L'association a fait du compostage des déchets organiques son cœur de métier et œuvre pour sensibiliser les Amiénois à cette pratique écologique et bientôt économique. Le tout à vélo.

Avec Les Recyclettes, les peaux de banane ne comptent plus pour des prunes ! Ni les épluchures, le marc de café, les filtres ou les restes de pâtes indigestes d'ailleurs. Joséphine Halle et Olivia Beaujot ont fait de ces biodéchets leur or vert. Chaque semaine, elles collectent à tour de rôle ces rebuts organiques auprès des clients, principalement restaurateurs mais aussi brasseur, cafétéria d'entreprise,... basés à Amiens et alentours, pour les transformer en compost sur le site du jardin partagé du Bout d'la Rue, quartier Elbeuf.

A la source du projet ? Un problème. « En m'installant à Amiens en 2019, je me suis rendue compte qu'il n'y avait pas de solutions de compostage adaptées à mes usages », raconte Joséphine Halle. Cette nordiste, originaire de Lille, se met en quête de solutions ailleurs en France comme à Nantes. A Strasbourg, Sikle retient particulièrement son attention. L'association, forte de cinq employés, collecte et composte les déchets organiques à vélo. « Je les ai rejoints pour voir l'envers du décor. » Deux jours auront suffi à convaincre Joséphine du service

rendu à vélo pour de futurs adhérents et la planète, rejointe dès octobre 2019 par Olivia dans cette démarche de proximité. En février 2020, elles créent Les Recyclettes. Avec comme titre, à l'appui d'une formation reconnue de l'Ademe, celui de « maître compostrice ».

FREINAGE TOUTE

« Au démarrage, nous avons été accueillies par le premier confinement, la majorité des commerces étaient fermés... Cela nous a poussées à retravailler notre modèle économique et ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier : celui de la restauration pour lequel on propose un tarif en fonction de l'activité et de la quantité de déchets collectés », explique l'entrepreneure.

Les particuliers ont permis au duo des Recyclettes de pédaler de nouveau. « En mettant en ligne notre page Facebook, nous nous sommes rendus compte qu'ils étaient nombreux à poser des questions sur le compostage », poursuit-elle. Donnant aux co-fondatrices l'idée de déployer d'autres services, appuyées par leur conseil d'administration et leurs bénévoles. Aujourd'hui, l'association anime des ateliers autour du compostage et elle cible les entreprises autant que des particuliers, en proposant des « bio-seaux » pour récupérer les déchets alimentaires voire même la mise en place de compostage partagé.

Dès l'hiver 2020, avec plusieurs associations, Les Recyclettes ont répondu

Notre objectif, c'est de recycler au plus près ces déchets et d'éviter les kilomètres parcourus en camion benne et en transport

// JOSÉPHIEN HALLE //

CO-FONDATRICE DES RECYCLETTES

et remporté un marché proposé par Amiens Métropole. Avec dans le viseur, la mise en place de 10 sites de compostage partagé par an, pendant 4 ans. Projet qui a permis de recruter Ludovic et poursuivre l'activité de sensibilisation et de promotion. « Notre objectif, c'est de recycler au plus près ces déchets et d'éviter les kilomètres parcourus en camion benne et en transport », appuie la cycliste chevronnée qui constate un intérêt croissant pour le compostage : « Les gens se rendent compte qu'en écartant les déchets organiques, il n'y a plus d'odeurs, plus d'huile au fond de leur poubelle... Ces biodéchets représentent 30% de notre poubelle, tellement plus utiles pour nourrir les terres. » En deux ans d'activité, Les Recyclettes ont déjà collecté 23 tonnes de biodéchets et se penchent sur la question de la commercialisation du compost. A terme, l'association vise à devenir une société coopérative d'intérêt collectif « pour que tout le monde ait sa place et son avis à donner dans le projet économique, appuie Joséphine. Cela demande encore à consolider le modèle économique, augmenter le nombre de clients pour la collecte et disposer d'un autre site de compostage. Au 1^{er} janvier 2024, nous serons tous concernés par un tri à la source des déchets organiques. Certaines villes, déjà, mettent en place des taxes incitatives pour réduire la quantité de déchets, mais aussi la fréquence de passage des camions de ramassage. Les restaurateurs générant plus de 10 tonnes de déchets par an, eux, sont d'ailleurs déjà dans l'obligation de trier ». Arguments que martèlent Les Recyclettes, déjà en selle pour proposer leurs solutions écologiques et économiques.



DANS LES ROUAGES DE LA MACHINERIE À AMIENS

Pour monter leur projet, Joséphine et Olivia ont intégré le programme Starter de La Machinerie à Amiens entre octobre 2019 et octobre 2020. « Dans ce tiers-lieu où nous occupons aujourd'hui un bureau, nous avons été accompagnés par un chargé de mission de l'incubateur », détaille Joséphine Halle. De 2019 à 2020, le duo a bénéficié de formation à la création d'entreprise, à la connaissance du réseau de l'Économie Sociale et Solidaire et d'un appui au montage de leur modèle économique. « Ce programme nous a été particulièrement utile pour rencontrer des partenaires, être orientées vers les bons contacts mais aussi connaître et mobiliser des financements », poursuit-elle. L'association a pu bénéficier du financement « innovation sociale » de la région Hauts-de-France, « qui nous a permis de salarier Olivia dès octobre 2020 » ou encore du coup de pouce « Declics Jeunes », concours lancé par la Fondation de France. 🇫🇷

+ D'INFOS

- Sur la machinerie en cliquant ici : lamachinerie.org
- Sur l'aide régionale à l'innovation sociale en cliquant ici : entreprises.hautsdefrance.fr/Aide-a-l-innovation-sociale
- Sur le concours Declics Jeunes en cliquant ici : fondationdefrance.org/fr/guide/concours-bourses-declics-jeunes
- Sur les aides en cliquant ici : esshdf.org/outils-financiers



CHIFFRES-CLÉS

- **1** association créée en février 2020 avec un conseil d'administration et des bénévoles
- **3** salariés
- **14** clients (restaurateurs, traiteurs, brasserie, cafétéria...) associés à la démarche de collecte
- **23** tonnes de déchets organiques collectés et compostés en 2 ans.

CONTACT & INFORMATIONS

Les Recyclettes

lesrecyclettes-amiens.fr

Joséphine Halle
josephine@lesrecyclettes.fr
06 16 95 35 95

La Machinerie, : 1bis Rue de la Vallée - Amiens



LES-TILLEULS.COOP

TISSE SA TOILE DU MODÈLE COOPÉRATIF DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Depuis 2011, Les-Tilleuls.coop crée des logiciels informatiques sur mesure. Ancrées à Lomme, les équipes se déploient, innovent et talonnent les acteurs traditionnels grâce à une organisation juste et transparente pour les salariés, celle de la coopérative. Avec l'envie d'essaimer leur modèle économique et humain qu'ils défendent au-delà du numérique.

C'est au plein cœur du quartier Euratechnologies à Lille, vaste champ lillois où pousse le numérique, que s'est installée l'entreprise de service en numérique ou ESN : Les-Tilleuls.coop. Sur un plateau cosy, une trentaine d'informaticiens pianotent sur leur clavier. Les cliquetis des touches font l'ambiance. Si toute ressemblance avec le monde agricole est fortuite, Les-Tilleuls.coop sème pourtant à leur manière, sur le terrain des développeurs et des programmeurs de logiciels, leur philosophie de la coopérative : une organisation économique plus juste et humaine.

Comment démontrer que ce modèle est aussi habile et innovant que les modèles économiques traditionnels ? C'est le défi que ce sont donnés en 2011 trois professionnels de la création de logiciel, du graphisme et du jeu vidéo à l'origine de Les-Tilleuls.coop. Kévin Dunglas se rappelle : « Je travaillais en indépendant dans le développement de logiciels et j'ai décroché un jour un projet que je ne pouvais pas mener seul. Une opportunité de créer une coopérative. Ça a été le point de départ de Les-Tilleuls.coop, avec un

nom provisoire qui n'a finalement pas changé. » Veste de survêtement, jean et baskets, le co-fondateur tranche avec l'idée d'un chef d'entreprise traditionnel. A l'image de la coopérative qu'il a toujours rêvé : « C'est le principe : pas de chef, tous les salariés sont des coopérateurs. », explique Kévin Dunglas qui précise : « Pour faciliter les relations avec les clients qui veulent avoir à faire avec 'un responsable', nous avons tout de même instauré un niveau de cogérance en binôme avec Marion Agé, développeuse. Ce qui facilite aussi le suivi des grandes orientations pour Les-Tilleuls.coop. »

UNE PHILOSOPHIE DU PARTAGE

À l'image de la coopérative aussi, Les-Tilleuls.coop ont adopté une philosophie du partage et de la transparence. A commencer par le partage des richesses : « Chaque année, 20% des bénéfices sont dédiés au projet d'investissements, etc. Le reste est partagé entre tous les salariés équitablement », détaille Kévin Dunglas. Tabou les salaires ? Pas pour les salariés de Les-Tilleuls.coop qui décident ensemble des augmentations annuelles. « Les grilles sont établies sur 6 niveaux en fonction des compétences et de l'expérience. Il n'y a pas de différence entre un développeur ou un métier tel qu'un commercial ou un communicant », complète ce développeur.

Des informations qui sont même publiées sur le site internet de la coopérative. « Nous partageons nos outils, nos grilles de salaires pour que les structures intéressées puissent s'en emparer. » Incontournable aussi la prise de décisions. Alors comment décider collégalement à 65 personnes ? Kévin Dunglas sourit : « C'est sûr qu'au démarrage, avec trois personnes, c'était plus facile. Mais très vite, en grossissant, nous avons trouvé un fonctionnement en gardant une horizontalité des prises de décisions pour Les-Tilleuls.coop tout en évitant les blocages. Les grandes

Depuis plus de 10 ans, nous portons un projet durable, avec un fonctionnement autogestionnaire, une démocratie directe, un partage des richesses

// KÉVIN DUNGLAS //

COFONDATEUR LES-TILLEULS.COOP

orientations de la coopérative, les embauches, les chiffres... sont présentés, discutés et votés une fois par mois. Durant une journée complète, nous réunissons tous les collaborateurs et nous passons en revue les sujets. Nous cherchons le consensus, réalisons des votes à main levée. Avec un système basé sur : une personne égale une voix et la majorité simple. Pour les décisions rapides et moins importantes, nous utilisons des outils en ligne comme Loomio. Exception faite pour les projets techniques pour lesquels nous conservons un modèle hiérarchique avec des référents. Lorsqu'il faut trancher, la décision revient à celui qui a le plus d'expérience et de compétences.»


Pour un salarié, entrer dans Les-Tilleuls.coop est un parcours engageant : « Nous formons les salariés à notre organisation. Avec l'objectif, au maximum un an après l'embauche, de devenir associé de la coopérative, avec un pouvoir de décision. C'est donc un critère qui pèse sur le recrutement, appuie Kévin Dunglas. Mais cela permet aussi de garder une équipe investie sur les projets dans un secteur où les salariés changent énormément d'entreprises. Et adopter notre modèle d'organisation a bien des avantages : celui de mieux accepter les décisions, les erreurs aussi et d'une manière générale nos collaborateurs sont plus productifs, efficaces et concentrés. »

CRÉER LE CHOC COOPÉRATIF DANS TOUS LES SECTEURS

Ses yeux pétillent en évoquant son militantisme, les modèles historiques de coopératives : « Depuis plus de 10 ans, nous portons un projet durable, avec un fonctionnement autogestionnaire, une démocratie directe, un partage des richesses, mais aussi un modèle innovant et aussi créatif que d'autres. » Loin de rester dans un entre soi de l'Économie Sociale et Solidaire, Les-Tilleuls ont fait un choix fort : celui de faire en sorte d'être en concurrence avec les entreprises traditionnelles et de travailler pour des clients traditionnels. « Nous voulions prouver que le modèle coopératif fonctionne et peut être étendu au reste de la société », appuie Kévin Dunglas.

Avec ses 65 salariés dans ses différentes antennes, en région Hauts-de-France et bien au-delà, le plan « roule ». « Au début, nous voulions développer le pôle jeux vidéo et le pôle développement de logiciels sur mesure », raconte-t-il. « Mais nous nous sommes aperçus que c'était sur le second qu'il fallait se concentrer. Du reste, nous avons grossi de manière linéaire en fonction du développement ». Si Les-Tilleuls se sont fait leur petit nom, c'est aussi par leur contribution de longue date au monde du logiciel libre où des développeurs, programmeurs du monde entier partagent leurs connaissances pour bâtir des logiciels ouverts,

notamment avec « API PlatForm » et « SymFony ». « C'est sans doute pour cela que la coopérative se marie aussi bien avec le monde du logiciel libre. Toutes les bases étaient déjà là », explique Kévin Dunglas.

Sur les défis à mener, la coopérative n'est pas prête de s'arrêter en si bon chemin : « Même si le sujet fait débat, nous pensons encore grossir, de manière intelligente. La demande d'expertise en informatique est là. » Et cela dans des secteurs très divers. Des exemples, le co-fondateur en donne à foisons : « Nous avons réalisé l'application mobile de la flotte de voiture de Citiz. Nous travaillons chez France TV, nous avons mis en place une application pour les essais produits de Decathlon. Et nous espérons bien voir notre modèle se dupliquer au-delà de notre secteur d'activité. » 

DE L'AIDE POUR POUSSER

Depuis leur création, Les-Tilleuls.coop se sont bien entourés. « L'Union régionale des Scops Nord (URSCOP) nous a accompagnés, dès notre création, sur les aspects organisationnels et juridiques. Comme la recherche des statuts », détaille Kévin Dunglas. Rebelote lorsque la coopérative a opéré un changement d'échelle : « Nous avons contracté un prêt qui a notamment mobilisé la Société coopérative de développement et d'entraide (Socoden), organisme dédié à l'appui financier des scops, et Nord Actif », ajoute-t-il.

LA CRÉATION DE LOGICIEL AU CŒUR DES ACTIVITÉS

Depuis 10 ans, Les-Tilleuls.coop, entreprise de service en numérique, sous-traite leur expertise dans la création de logiciels, en particulier sur-mesure en déroulant trois activités complémentaires. La première roue de l'engrenage est l'activité d'expertise. « C'est une grande partie de l'activité : aller chez des clients, comme un architecte le ferait pour construire un bâtiment et les conseiller sur le plan, les outils, la bibliothèque à utiliser, détaille Kévin Dunglas. Nous réalisons aussi de la formation et pour les plus spécialistes d'entre nous, nous réalisons des audits : impact écologique, qualité, sécurité, performance. » Deux autres équipes finalisent l'engrenage : « l'une sur le développement pur de logiciel et l'autre sur la mise en production des logiciels et la recherche de solutions pour résoudre les pannes, relancer automatiquement le logiciel, etc., décrit-il. Chaque salarié pouvant exécuter des tâches dans l'une ou l'autre des équipes. »



CHIFFRES-CLÉS

- **2011** : date de création des Tilleuls.coop, coopérative de création de logiciels sur mesure
- **65** salariés basés à Lille, Nantes, Lyon, Paris, sud de la France et Maghreb (dont 20 femmes)
- **3** pôles d'activité : 1 équipe conseil et expertise / 1 équipe de développement / 1 équipe de mise en production-amélioration

CONTACT & INFORMATIONS

Les-Tilleuls.coop

<https://les-tilleuls.coop/blog>

82 rue Winston Churchill - 59160 Lomme
03 66 72 43 94 | contact@les-tilleuls.coop



MULTICITÉ,

LA RAMPE DE LANCEMENT

POUR LES HABITANTS DU SAINT-QUENTINOIS

À Saint-Quentin, le centre social du Vermandois porte une histoire de l'Économie Sociale et Solidaire de près de 60 ans. Depuis 1966, ce lieu dédié aux habitants a muté et s'est déployé bien au-delà de l'échelle du quartier, désormais géré par MultiCité. L'association compte également un second espace L'Adr'ESS qui permet de développer des projets socio-culturels au service des usagers pour leur permettre de voler de leurs propres ailes.

Un jeune partant à la découverte de la cuisine grâce au directeur d'une chaîne de restaurant, une autre visitant, pour la première fois, le musée du Louvre-Lens accompagné d'un médecin biologiste... Télémaque (telemaque.org), c'est l'un des derniers projets dédié au mentorat que porte MultiCité à Saint-Quentin. Pour Gauthier Duvent, son directeur avec Loïk Blondelle et Wilfried Monfourny, l'égalité des chances dans l'Aisne est un défi quotidien du centre social : « Télémaque ouvre des voies à ces jeunes qu'ils n'auraient jamais eu la chance d'explorer sans leur mentor professionnel bénévole. C'est étrange à dire, mais les voir, au fur et à mesure, partir, parce qu'ils ont trouvé leur orientation, un travail... c'est un véritable succès pour nous ! »

Pour l'association, ancrée sur deux sites à Saint-Quentin - rue Corot, dans le quartier du Vermandois et rue des États Généraux - l'enjeu est aujourd'hui de donner l'opportunité aux habitants de tout âge de voler de leurs propres ailes et de dynamiser leur territoire : « Nous sommes sur un département qui ne donne pas envie aux entreprises de s'implanter. Notre but, c'est d'apporter une rampe de lancement

à ceux qui participent à nos projets. Nous initions avec eux des actions pour leur montrer qu'il y a des opportunités, que c'est possible ! », explique-t-il, savourant les projets qui s'envolent.

AGIR AU-DELÀ DU QUARTIER DU VERMANDOIS

Et cela bien au-delà de l'échelle du quartier, à l'exemple du relai Guid'Asso. MultiCité accompagne les habitants qui souhaiteraient faire pousser une association sur leur territoire en leur donnant toutes les informations nécessaires. « Nous possédons également depuis 2021 un camion, l'InnoVan, pour faire le lien avec des personnes et des espaces éloignés du centre social. Un outil qui, a permis à des jeunes de mettre en place et tester un projet de FoodTruck « C'est pas des salades ! » autour de l'antigaspiillage », détaille Gauthier Duvent qui, avec son équipe de 25 salariés, ne manque pas d'idées pour les habitants.

Letournants'opère depuis 2018. Le centre social du Vermandois, géré initialement par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aisne à sa naissance en 1966, déploie ses ambitions, change de nom pour « MultiCité » et fait grandir ses actions au-delà des animations traditionnelles de quartier. Comme le raconte Gauthier Duvent : « Il y avait une volonté de donner plus de place aux habitants du quartier et d'aller plus loin que les actions initiales. Il y avait la volonté de montrer qu'un centre social doit s'adapter aux besoins sociaux du territoire et s'ouvrir aux évolutions. »

Si l'espace propose invariablement des animations pour tous les publics, « ce sont aujourd'hui, des parcours qui sont travaillés pour les usagers », appuie Gauthier Duvent qui cible des thématiques clés : le sport

Il y avait la volonté de montrer qu'un centre social doit s'adapter aux besoins sociaux du territoire et s'ouvrir aux évolutions.

// GAUTHIER DUVENT //

DIRECTEUR DE MULTICITÉ

inclusion, le bien manger ou encore la lutte contre la fracture numérique. Avec les difficultés d'évolutions de comportement que cela pose : « *Nous avons remarqué qu'il y a eu un effet Covid : « est-ce que je peux ou non faire ? ».* Nous constatons aussi un effet de consommation à la carte de nos actions. »

Des freins associés aux difficultés croissantes de recrutement qui ne terniront pas l'ambition de l'équipe, forte de 25 personnes, de s'adapter et de faire grandir les projets socio-culturels sur le territoire du Saint-Quentinois. Avec une attention particulière sur des sujets tels que la lutte contre le racisme, la lutte contre la précarité, la fracture numérique ou encore l'anti-gaspi... « *Nous mettons les pieds dans le plat !* » appuie Gauthier Duvent, pour créer le meilleur tremplin possible. 📌



UN LIEU POUR DÉVELOPPER ET COOPÉRER DANS L'ESS

Depuis 2022, MultiCité s'est dotée d'un nouvel espace : L'Adr'ESS (ladr-ess.fr), rue des États Généraux à Saint-Quentin, soutenu par de nombreux partenaires tels que l'État, la Région, le Département de l'Aisne, l'Agglomération du Saint-Quentinois et la ville de Saint-Quentin. Un lieu pour accompagner la mise en place de projets dans l'Économie Sociale et Solidaire et la vie associative, de la mise à disposition d'information au prêt de salle et d'équipements en passant par un simulateur de conduite...

Mais également un espace pour questionner l'ESS. « *C'est un lieu de facilitation de rencontres des acteurs, un lieu de coopération* », explique Gauthier Duvent. En novembre 2022, l'association invitait Jean Gatel, ancien secrétaire d'État à l'Économie Sociale, pour une nouvelle édition du Mois de l'Économie Sociale et Solidaire locale. L'occasion de rassembler largement autour des valeurs communes. « *L'ESS, c'est un chapeau qui dépasse les secteurs d'activités : socio-culturel, social, santé... c'est ce qui permet de casser les murs et de se rendre compte que nous avons des freins similaires mais aussi des solutions aux difficultés liées à la précarité, etc. Cela m'est apparu évident en intégrant la formation « Dirigeant de l'ESS » (esshdf.org/a-propos-ess/actualites/quelle-offre-de-formations-dans-less-en-hauts-de-france), il y a quelques années*, explique Gauthier Duvent qui la complète aujourd'hui par la formation ESS en Hauts-de-France à Sciences Po Lille (sciencespo-lille.eu/formation-continue/formations-longues/economie-sociale-et-solidaire). Au sein de notre équipe, nous en sommes tous convaincus, tous portés par notre projet social et associatif qui souhaite justement dépasser les logiques de dogmes. »



CHIFFRES-CLÉS

- Création en **1966**
- **1** nouveau nom en 2018
- **2** structures : Le centre social du Vermandois et l'Adr'ESS
- **1** équipe salariée de **25** personnes
- **2 000** adhérents en 2022

MULTICITÉ, CE SONT DE NOMBREUX SOUTIENS

Agence régionale de la santé, fondation caisse d'épargne, AFN, Éducation nationale, Fondation de France, Carsat, Partenord Habitat, UTAS, Fédération des centres sociaux, Europe avec le projet FSE, CPME, Conseil régional, réseau national du conseil des associations, SPIP, conférence des financeurs, CPAM, et toutes les associations adhérentes au projet pour œuvrer sur la santé, la lutte contre l'isolement, la culture, l'égalité des chances...

CONTACT & INFORMATIONS

MultiCité

Le centre social du Vermandois
rue Paul Codos - 02100 Saint-Quentin
03 23 06 24 70
centre.social.vermandois@wanadoo.fr
csv-multicite.fr

L'Adr'ESS

14, rue des états généraux - 02100 Saint-Quentin
ladr-ess.fr



NOEUX ENVIRONNEMENT

TRANSFORME UNE FRICHE COMMERCIALE

EN EDEN DE L'ÉCOLOGIE ET DE L'EMPLOI

Depuis 1991, Noeux environnement a fait de la gestion et de la protection de l'environnement son champ d'actions à Noeux-les-Mines. L'association sème sur le territoire de l'Artois des projets écologiques autant que des emplois grâce à ses chantiers d'insertion. Dernier en date ? Planter sur un ancien site commercial une vitrine de ses activités, démonstrateur de la Troisième révolution industrielle en région Hauts-de-France.

La friche Carrefour de Noeux-les-Mines paraît déserte avec ses portes closes et son parking vide. Pourtant, non loin du bâtiment métallique, « *chaud devant !* », entend-on. Là où se dresse la végétation, des ouvriers taillent et coiffent les arbres d'une allée qui jalonnent des jardins. Les cultures maraichères s'étendent, une serre s'élève, les oiseaux se nichent dans la verdure foisonnante. Le bitume s'estompe grâce aux activités de l'association Noeux Environnement. Sous l'œil bienveillant du chef d'équipe, les salariés bichonnent ce site de 2,5 hectares qui deviendra bientôt une vitrine. Pierre-Alain Bétrémieux, son directeur, a hâte de voir s'enraciner sur le territoire de l'Artois ce démonstrateur de la Troisième révolution industrielle « Rev 3 ». Celle que mène la région Hauts-de-France pour propulser ses habitants dans une nouvelle ère plus durable et connectée.

Avec un budget de 3,5 millions d'euros, le projet est colossal, nourri par des soutiens de l'Etat, de la Région et de l'Europe (voir encart plus bas). Plantée depuis 1991 à Noeux-les-Mines par son président-Fondateur Jacques Switalski, l'association cultive depuis plus de 30 ans une expérience en matière de gestion et de protection de l'environnement qu'elle souhaite

polliniser. Et quoi de mieux que de la voir fructifier sur une ancienne friche. « *Transformer ces anciens sites, c'est un enjeu en région*, détaille Pierre-Alain Bétrémieux, plein de verve. *Ce sera une reconquête de la biodiversité. Mais aussi une maison pour Noeux Environnement et un tiers-lieu social et nourricier ouvert à tous.* »

« L'ENVIRONNEMENT, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS »

Depuis quelques années, l'association sème les graines de cette reconquête verte. Sur les à-côtés de l'ancienne friche, qu'elle occupait d'un commun accord avec l'enseigne, avant le rachat du terrain, elle observe la biodiversité regagner le site grâce aux plantations. Avec ses labels « Bio » et « Jardins de Cocagne » fraîchement décrochés, Noeux Environnement



CHIFFRES-CLÉS

- **40** salariés : 10 salariés permanents et 30 salariés en CDDI
- **1991** : date de création à Noeux-les-Mines
- **2,5 hectares** : le site vitrine Rev3 sur une friche en reconversion
- **4** pôles d'activité : gestion des milieux naturels, jardinage, ingénierie, éducation
- **1** agrément ateliers et chantiers d'insertion (ACI)

Le travail collaboratif est incontournable qui plus est dans l'Économie Sociale et Solidaire

// PIERRE-ALAIN BÉTRÉMIEUX //

DIRECTEUR DE NOEUX ENVIRONNEMENT

imploient des volontaires, des habitants... par le biais de chantiers éco-participatifs. « Ces interventions de notre pôle éducation, réalisées également dans les écoles, les quartiers... c'est un prétexte à l'action sur ce territoire très dense, urbanisé, qui perd son poumon vert, déplore-t-il. C'est aussi un prétexte pour dialoguer, créer du lien social, aménager l'espace de vie des habitants... ».

Si l'environnement est un objectif de reconquête, l'emploi de personnes très éloignées du travail en est un autre très important. Depuis 2006, l'association est agréée ateliers et chantiers d'insertions Atelier Chantier d'Insertion (ACI). « Grâce à nos activités de préservation des milieux naturels, sur les terrils par exemple, de maraîchage, de sensibilisation à l'environnement et même de menuiserie, des personnes éloignées de l'emploi reprennent un rythme, suivent des consignes... et préparent un projet d'insertion professionnelle. Les orientations sont diverses, pas seulement autour du maraîchage ou de la biodiversité, mais par exemple de la restauration, de la logistique... », donne comme exemple le directeur. L'objectif, c'est de rentrer dans une dynamique de travail durant 6 à 24 mois à raison de 32h travaillées par semaine. Nous avons pour objectif d'atteindre 60% de sorties dynamiques de ces salariés, en formation, en CDD voire CDI. »

Le site vitrine a d'ailleurs été pensé dans cette logique d'insertion. « Convertir cette grosse boîte métallique de 2000 m² en un espace bien isolé, ce sera un moyen d'apprendre comment réhabiliter thermiquement ce type de bâtiment. Nous sommes d'ailleurs accompagnés par l'association CD2E. L'espace restera apprenant pour nos salariés qui pourront se former aux techniques d'isolation, aux nouveaux éco-matériaux... Et pourquoi pas décrocher une expérience professionnelle sur les chantiers de réhabilitation qui se déploie dans le bassin minier dans le cadre du programme : "Engagement pour le renouveau du bassin minier" », propose-t-il.

À l'horizon 2024, Pierre-Alain Bétrémieux espère voir grandir ces différents pôles : gestion des milieux naturels, jardinage, menuiserie, ingénierie écologiques, éducation,... où se côtoieront, bénévoles, chercheurs, salariés et habitants, de toute la région, dans un même eden vert.

DU SALON À REV3

Depuis 1991, Noeux Environnement a su s'entourer pour mieux grandir. « En 1991, notre président fondateur Jacques Switalski démarrait les activités de gestion et de protection de l'environnement, préservation des milieux naturels, des cours d'eau... dans son salon, raconte le directeur Pierre-Alain Bétrémieux. La suite ? Dès 1996, l'association étend ses compétences à la sensibilisation et

récolte les fruits et légumes de son plan d'alimentation saine. « Et nous allons pouvoir cultiver et distribuer d'avantage en circuit court ces produits à des structures, des associations, des Ehpad... », se réjouit le directeur. Et comme **«L'environnement, c'est l'affaire de tous»**, slogan cher à l'association, les actions

l'éducation à l'environnement et obtient des soutiens de la Région Hauts-de-France. » En 2006, Noeux Environnement décroche l'agrément pour accueillir des ateliers et chantiers d'insertion et bénéficie d'appuis de l'État, du Département et de l'Europe. Depuis 2020, la structure vise un démonstrateur Rev3. Un projet de 3,5 millions d'euros rendu possible grâce aux co-financements nourris de France Relance, l'État, le projet alimentaire territorial, l'agglomération de Bethune Bruay, le département du Pas-de-Calais, la fondation Carrefour, la fondation Crédit agricole, la fondation AG2R, l'Agence de l'eau et Pas-de-Calais ACTIF (partenaires engagés à ce jour). « Peu après le confinement, avec le Plan de relance, on s'est trouvé à la conjonction de nombreux plans favorables à l'émergence de ce projet comme le fond friche ou le programme alimentaire, explique le directeur. Alors on s'est lancé, fort de ces nombreux appuis ! »

RENDRE PLUS VERTUEUSES LES STRUCTURES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Pour le directeur à la tête de l'association depuis 15 ans, le travail collaboratif est incontournable qui plus est dans l'Économie Sociale et Solidaire. Pierre-Alain Bétrémieux est actuellement à la présidence tournante du club des entrepreneurs ESS de l'Artois qui fédère les acteurs de l'ESS du territoire. L'objectif ? Échanger de bonnes pratiques ou encore proposer des rencontres d'affaires avec des entreprises conventionnelles. Son cheval de bataille est de rendre plus vertueuse les structures de l'ESS, notamment en mettant en place, avec la MRES, le Coorace et l'Apes un référentiel pour que les entreprises de l'ESS se diagnostiquent en matière d'environnement et mettent en œuvre des actions pour améliorer leurs pratiques. #



CONTACT & INFORMATIONS

Noeux Environnement

noeuxenvironnement.fr

421 route nationale, 62290 Noeux-les-Mines
03.21.66.37.74

Par mail sur le lien : noeuxenvironnement.fr/contact/



NOVOLOCO, LE MAILLON IMMOBILIER DANS LES ROUAGES DES PROJETS DE L'ESS

Depuis 2020, Novoloco grandit avec un objectif : être la tête chercheuse de bâtiments vacants pour faire pousser les projets de l'Économie Sociale et Solidaire en Hauts-de-France. Cette foncière solidaire est aujourd'hui installée au Bazaar Saint So à Lille, fédérant 18 associations qui travaillent ensemble pour monter et essayer des projets solidaires. Novoloco a été récompensée par le prix Essiation d'AESIO Mutuelle en novembre 2022 lors du Mois de l'Économie Sociale et Solidaire (Mois de l'ESS).

Faire pousser des habitats inclusifs, intergénérationnels, des tiers lieux-associatifs... autant de projets portés par des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire qui font souvent face, au moment de pousser, au mur de l'immobilier. Erwan Leduby, co-fondateur de Novoloco, y a été confronté et a décidé de se rapprocher du monde de l'urbanisme pour aider les porteurs de projets d'utilité sociale à essayer. « Novoloco, c'est l'histoire d'une rencontre entre Erwan Leduby, directeur général de l'association Ensemble Autrement qui accompagne des personnes en situation de handicap psychique, et Thibaut Vullin, urbaniste et fondateur de l'atelier d'urbanisme : Explicités. L'un était à la recherche de bâtiments vacants, l'autre ne trouvait pas d'opérateur ni de projets pour les bâtiments vacants sur lesquels on le missionnait pour de nouveaux usages. Ils décident de créer en 2020 l'association de préfiguration : Novoloco pour solutionner leurs problématiques respectives », raconte François Roca, chargé de projet.

Une idée qui fédère rapidement d'autres acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire. En moins de 3 ans, Novoloco s'est entouré de 18 associations « à la recherche de foncier, souhaitant monter en compétence sur la maîtrise d'ouvrage et essayer les projets par la mutualisation de leurs expériences, ajoute-t-il. C'est l'association APF France handicap qui nous a lancés sur l'un de nos premiers projets : La résidence Rives à Lille. Sortie de terre en 2018,

ce programme immobilier mené par le bailleur social SIA Habitat mixte les publics, notamment seniors et habitants porteurs de handicap. Aujourd'hui, nous menons même encore un travail d'assistance à maîtrise d'usage. Avec des locataires volontaires, nous étudions leurs retours d'expérience et leur expertise d'usage dans le but d'améliorer et essayer ce projet pour une future résidence inclusive à Dunkerque. »



CHIFFRES-CLÉS

- **18** associations adhérentes, dont 7 administratrices de Novoloco Hauts-de-France (gouvernance stratégique) qui veillent au respect de l'objet social (foncière non lucrative et d'intérêt général)
- **5** associations accompagnées depuis 2020 sur l'essai de projets d'inclusion par l'habitat
- **2** années de développement immobilier au service des porteurs de projets ESS : + de 30 sites vacants étudiés
- **5** projets d'inclusion par l'habitat fiabilisés, qui ouvriront en 2025 pour accueillir 35 habitants en situation de handicap et/ou de fragilité socio-économique

UNE RUPTURE AVEC LE STANDARD

Et les Hauts-de-France ne manquent pas de projets : de l'habitat au lieu de travail en passant par des lieux de vie partagés. Projets « moutons à 5 pattes » qui ne trouvent pas forcément de murs à investir. « Les acteurs actuels ont une logique de projets standardisés dans lesquels les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire ne se retrouvent pas », poursuit François Roca. Novoloco a choisi de se positionner en maillon intermédiaire, cherchant des bâtiments vacants trop petits pour les acteurs de l'immobilier et pour qui une rénovation sortirait de la logique de standardisation. « Le foncier vacant est disponible dans notre région. Parfois des bâtiments sont vides durant plusieurs décennies, appartenant à des grands propriétaires institutionnels, des collectivités, etc., appuie-t-il. Une opportunité pour nos associations qui vont pouvoir s'y projeter pour d'autres usages. Nous les aidons alors à rénover et à investir les lieux. » Un positionnement de Novoloco qui répond d'ailleurs à d'autres enjeux : celui de l'artificialisation des sols. « Nous misons sur des projets de rénovation plutôt qu'à la création de logements neufs, une logique là aussi, plus compliquée dans le cadre de projets plus standard ».

L'objet social de Novoloco : travailler pour des projets d'intérêt général, participer à la dynamisation et la revitalisation des territoires.

// FRANÇOIS ROCA //

CHARGÉ DE PROJET NOVOLOCO

Pour faire poids face aux acteurs ancrés sur le territoire, l'ambition de Novoloco est de créer une foncière immobilière portant les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire. « Une structure qui fera partie du groupe associatif Novoloco et qui portera les projets immobiliers, mais laissant les porteurs de projets locataires maîtres de la réalisation, explique-il. 7 associations sont d'ailleurs à la gouvernance du groupe associatif, garantissant l'objet social de Novoloco : travailler pour des projets d'intérêt général, participer à la dynamisation et la revitalisation des territoires. » Une démarche qui permettra aussi de percevoir des loyers pour faire vivre la structure et ses projets.

Afin de structurer cette démarche qui se mettra en place d'ici à 2025, Novoloco mène des travaux d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'usage pour des porteurs de projets, des collectivités, des acteurs de l'immobilier. Soutenue par le Département du Nord et Nord Actif durant l'étape de création, Novoloco souhaite aujourd'hui passer un cap en 2023 en sollicitant de nouveaux leviers financiers pour recruter et étoffer une ingénierie de recherche de fonciers vacants. #

5 PROJETS FIABILISÉS

Depuis 3 ans, parmi 30 projets étudiés, 5 d'entre eux ont été fiabilisés par Novoloco. Liévin, Comines, Roubaix, Le Cateau-en-Cambrésis et Avesnes-les-Aubert sont les 5 territoires qui verront sortir de terre en 2025 des habitations accompagnés de la conception du projet aux travaux pour des associations de l'ESS. « Ce sont des projets de 6 à 8 logements. À Liévin, c'est l'association APEI, qui portera la gestion de l'habitat inclusif pour des travailleurs en ESAT. À Comines, le Cateau-Cambrésis et Avesnes-les-Aubert, c'est l'association Gapas qui mène le projet d'habitats inclusifs pour des personnes porteuses d'handicap psychique », détaille François Roca. 5 projets qui permettront de loger et d'autonomiser 35 personnes d'ici à 2025 et pour lesquels Novoloco opère une levée de fond de 4 millions d'euros.

CONTACT & INFORMATIONS

Novoloco

292 rue camille guerin -bazaar st-so
59800 Lille
bonjour@novoloco.fr
novoloco.fr





DANS LA SOMME, SAVEZ-VOUS QUE VOTRE LINGE A DU POIDS ?

OZANGE.NET DONNE DES AILES PAR LE RETOUR À L'EMPLOI

Dans le département de la Somme, le Groupe Economique et Solidaire (GES) Ozange.net, ex- Ménage Service propose depuis 1985 des prestations de services telles que le ménage, l'aide à la personne, la propreté, le repassage de vêtements et développe depuis 2020 de nombreux projets de créations autour du textile et de la couture. Engagé et innovant, le groupe rassemblant plusieurs structures d'insertion a su traverser les époques pour assumer son positionnement : commercialiser des services tout en accompagnant ses salariés et salariées au retour à l'emploi pérenne.

Dans le « Kiosque à couture » à Amiens, on entend les cliquetis des aiguilles à couture et les soupirs des machines à repasser. Couturières et couturiers, repasseuses et repasseurs croisent les clients et clientes qui vont et viennent pour récupérer leurs vêtements froissés, devenus impeccables. C'est une véritable fourmilière chaleureuse située au Nord-Ouest du centre-ville où trône à l'entrée l'affiche « Votre linge a du poids, celui de l'emploi ».

Ce matin-là, c'est l'heure des réjouissances : l'une des couturières fête son dernier jour. Après deux ans d'accompagnement dans l'atelier d'insertion, elle vient de décrocher un emploi dans une entreprise de confection d'articles en cuir haut de gamme. Une fierté pour l'équipe et les encadrants, habitués à faire le deuil des employé(e)s qui quittent un jour ou l'autre, au cours de leur contrat à durée déterminée d'insertion, « la maison » Ozange.net qui abrite son Kiosque à couture. Prochainement, un autre membre, fera sa rentrée pour la remplacer et à nouveau, il faudra l'accompagner avec patience et bienveillance pour l'aider à courir peu à peu « le marathon du travail ».



CHIFFRES-CLÉS

6 000 salarié(e)s accompagné(e)s et plus de

10 000 clients « acteurs de l'inclusion » depuis 1985

30 salarié(e)s permanents

280 personnes accompagnées par an en CDDI durant 2 ans.

3 associations : Ménage Service, Ménage Service Particuliers et Ménage Service Professionnels

« Il est trop simple de dire trop de gens ne veulent pas travailler », lance Sabine Verhaegen, directrice du Groupe Ozange.net. « Lorsque l'on est très éloigné du travail, le retour à l'emploi, c'est comme demander de courir un marathon sans entraînement ! Pour intégrer une nouvelle organisation, de nombreux pré-requis sont incontournables : organiser sa vie de famille, ses déplacements, reprendre confiance, oser, ... »

Pour elle, le défi de sa structure engagée dans l'Économie Sociale et Solidaire est de « faire tomber les stéréotypes et les étiquettes » qui pèsent sur l'ESS avec, là aussi, patience mais obstination : « Manque de professionnalisme, de clarté, mauvaise image de l'insertion, qui mènent à la frilosité des décideurs et rendent difficiles l'accès aux marchés clausés », poursuit-elle.

Des images froissées et fatiguées qu'elle balaye à grand coup de projets innovants comme celui mis sur pied avec le collectif « règles solidaires » pour confectionner des serviettes hygiéniques lavables pour les étudiantes, la mise en place d'un drive-in ou une livraison au sein des entreprises pour que les salariés récupèrent leur linge repassé, le bar à couture ou encore l'upcycling de toiles, textiles, par la transformation en trousse, sacs...

La valorisation d'un déchet en un autre produit ou upcycling ouvre un champ de projets considérables avec de nouveaux partenaires. Et c'est ça l'avenir pour l'ESS, des projets collaboratifs.

100% DE RÉUSSITE, 100 % D'ENGAGEMENTS

Cheveux courts, regard déterminé, jeans et baskets, cette ancienne assistante sociale dirige depuis 30 ans les différentes structures d'insertion amiénoises qui constituent le groupe économique et solidaire Ozange.net : avec énergie, inventivité et intuition.

« Il y a plus de 30 ans, l'association s'est créée sur deux constats : celui de la problématique de l'accès à l'emploi et celui d'un désert de services à rendre aux Amiénois, décrit-elle. Avec des révolutions et des

intuitions, notamment celle de proposer un véritable parcours de formation et d'accompagnement technique et social aux salariés accompagnés. Nous avons écrit une page d'histoire de l'insertion professionnelle et nous avons bâti l'un de ses modèles, à la croisée des chemins de la rentabilité économique et de l'action sociale. » Le modèle « Ménage service » a fait sa place dans le monde économique et a même été essaimé durant plusieurs années partout en France.

Aujourd'hui, les clients du bassin amiénois et plus largement du département de la Somme donnent raison à ces intuitions. Plus de 1 300 sont «aux anges» en ayant recours aux prestations de ménage, d'entretien, d'aide à domicile, de repassage, de créations couture... Et ce grâce au travail, à l'énergie des employés en insertion « qui mettent à la porte du travail leurs problématiques de démarches administratives, de garde d'enfants, de mobilité, de logement, d'illectronisme, le temps de leur journée de travail et

peu à peu évoluent, reprennent confiance ».

Et pour Sabine Verhaegen et son équipe de 30 collaborateurs qui s'attèlent à cette mission avec bienveillance et professionnalisme « au bout des deux ans de parcours, c'est 70% de personnes qui retrouvent un emploi et 100% de réussite car chacun et chacune en ressort véritablement transformé. » #

Au bout des deux ans de parcours, c'est 70% de personnes qui retrouvent un emploi et 100% de réussite car chacun et chacune en ressort véritablement transformé.

// SABINE VERHAEGEN //

DIRECTRICE DU GROUPE OZANGE.NET



CONTACT & INFORMATIONS

30, route d'Abbeville CS71104
80000 AMIENS
03 22 71 20 00
info@ozange.net
ozange.net



PARKOUR 59,

LE SPORT COMME TREMPLIN VERS UNE AUTRE VOIE

Lancée depuis 2009, Parkour 59 s'est aujourd'hui ancrée dans une ancienne friche industrielle basée dans le quartier du Pile à Roubaix : la Free'ch. L'association accompagne des publics variés, voire fragiles, vers le dépassement et la confiance en soi grâce à une pratique sportive : le parkour urbain. Parkour a été récompensée par le prix de l'Économie Sociale et Solidaire Hauts-de-France en novembre 2022.

Sur d'épais tapis noirs, de jeunes adultes s'entraînent à voler dans les airs. Concentration. Salto avant. Réception parfaite. Avant de passer à un niveau de difficulté supérieur : répéter les mêmes gestes au sommet des différentes structures cubiques qui composent les 1 600 m² de la friche du quartier du Pile à Roubaix. Ailleurs, un groupe s'échauffe. Course. Genuflexion. Reprise. Pour renforcer le corps. Bienvenue dans la Free'ch, l'espace investi par l'association Parkour 59, orné d'immenses fresques urbaines et de ce personnage emblématique figé dans les airs.

Prendre son envol à la force du corps et du mental, se déplacer malgré les obstacles, se mouvoir avec des ressources qu'on n'osait imaginer. Cela paraît fou mais pas impossible pour les pratiquants : enfants, jeunes adultes, femmes, hommes ou porteurs de handicap. Comme l'explique l'un de ses cofondateurs et aujourd'hui président, Larbi Likerfi : « Chez Parkour 59, on apprend à se déplacer dans l'environnement urbain et à se rendre compte que malgré les contraintes, rien est impossible, qu'elles sont

surmontables. L'échec fait partie de la pratique. »

QUAND LE SPORT RENCONTRE L'UTILITÉ SOCIALE

En 2005, Parkour 59 n'est encore qu'un petit collectif d'amis, tous passionnés de cette discipline mêlant acrobatie, art du déplacement et du mouvement dans un cadre urbain. « David Belle développe le parkour à Couronne dans les années 90, avec comme crédo, plus qu'un sport, une philosophie, raconte Larbi Likerfi. Très vite, on a voulu, nous aussi, aller plus loin en poussant les frontières sportives de la discipline. Dans le parkour, il n'y a pas de compétition mais de la performance. On a décidé de mettre cette notion de dépassement au service de l'utilité sociale. »

Créée en 2009, Parkour 59 compte aujourd'hui 20 salariés et 6 coaches pour accompagner les pratiquants du quartier et des environs. 3 d'entre eux sont formés à l'insertion, à l'appui de conseillers en insertion. « En moyenne, on accompagne 15 jeunes chaque année. L'idée, c'est de leur faire vivre une expérience sportive et au

fur et à mesure de leur faire prendre conscience des aptitudes qu'ils gagnent », décrit Gaétan, ancien stagiaire devenu formateur spécialisé. Tout commence en dehors des murs : « Les jeunes de 15 à 25 ans, sont repérés dans les quartiers. On pratique, on suscite leur étonnement, on crée des interactions pour les faire accrocher à notre démarche. On vise les jeunes invisibles qui ne sont pas dans les radars des structures habituelles et grâce au parcours urbain, on les aide à trouver leur projet. Parfois ils en ont déjà un, parfois pas », ajoute Larbi Likerfi. Le parcours s'est, au fil des années, structuré pour accompagner 80 jeunes au sein de ce dispositif

Dans le parkour, il n'y a pas de compétition mais de la performance. On a décidé de mettre cette notion de dépassement au service de l'utilité sociale.

// LARBI LIKERFI //

CO-FONDATEUR DE PARKOUR 59

innovant, soutenu par l'Etat. Avec de belles histoires : « *Un de nos pratiquants est cascadeur au Puy du Fou, un autre fait partie du Cirque du Soleil* », énumère-t-il.

DU CHAOS VERS LE RENOUVEAU

La Free'ch est à l'image du parcours des bénéficiaires, publics parfois vulnérables ou empêchés... et accompagnés du chaos vers le renouveau. « *Cette friche était une ruine en 2017, se souvient Larbi Likerfi. Quand la ville de Roubaix nous l'a proposée comme base, on a sauté sur la proposition ! Jusqu'à alors on n'avait pas de lieu, on allait de salle en salle* ». En aménageant, en recyclant, en repeignant à coups de street art et d'écriture, le lieu est devenu accueillant. « *C'est aujourd'hui un lieu d'échanges et de partages pour tous les gens du quartier, et pas seulement que pour faire du sport. Et cela s'est constaté durant la crise sanitaire. La Free'ch est devenu tiers-lieu sportif* », décrit Stéphanie Makhlouf, cheffe de projet en 2023.

Un espace qui poursuit encore sa mue. « *Nous allons agrandir, casser des murs, pour proposer prochainement des parcours de crossfit* », détaille-t-elle avant d'ajouter : « *On a une hausse des demandes avec des pratiquants qui ne viennent pas seulement de Roubaix mais d'un peu partout dans la métropole lilloise. On propose finalement un sport à moindre coût, sans besoin de matériel particulier* ». Parkour 59 aussi continue à se transformer. « *Nous souhaitons aller plus loin dans l'accompagnement de bénéficiaires adultes, de plus de 30 ans* », développe-t-elle. L'association ne manque pas d'ailleurs pas d'idées pour déployer le parkour en mêlant les pratiquants et les curieux à l'occasion d'événements comme celui organisé en décembre 2022 : « *le Challenge World Chase tag* ». Si l'heure est à la stabilisation de la structure, Larbi Likerfi ne tarit pas d'exemples d'accompagnements sur d'autres territoires : « *Des actions ont déjà été réalisées en dehors de la métropole lilloise : dans le Bassin minier, le Dunkerquois, etc.* », ne s'empêchant pas de rêver de propulser le modèle « Parkour » au-delà du 59. 📍



CHIFFRES-CLÉS

- Création en **2009**
- **20** salariés
- **350** adhérents
- **4 000** jeunes qui ont participé aux actions depuis 2009
- **25 %** d'adhésions supplémentaires à la sortie du confinement, à contre-courant des difficultés rencontrées par de nombreux clubs sportifs
- **80** jeunes bénéficiaires du dispositif d'insertion inédit
- **1 600 m²** de friche en cours de réhabilitation en plein cœur d'un des quartiers les plus pauvres du pays
- **60 %** d'augmentation de produits en l'espace de 3 ans grâce à une politique d'extension des propositions socio sportives en réponse aux besoins des publics vulnérables

CONTACT & INFORMATIONS

Parkour 59

La Free'ch
10 rue de Babylone - 59100, Roubaix
contact@parkour59.com
03 59 89 19 03 | 06 26 23 93 18
parkour59.com





**À BEAUVAIS,
LE PÔLE DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE INNOVE
POUR FAIRE L'EMPLOI AUTREMENT**

Depuis plus de 30 ans bouillonne une dynamique solidaire au cœur du Beauvaisis. D'abord avec SIME, puis F.A.I.R.E et plus récemment avec La conciergerie Solidaire. Un ensemble de trois associations innovantes réunies aujourd'hui sous la bannière du Pôle de l'Économie Solidaire et conduites par l'envie d'accompagner le territoire et ses habitants par l'emploi et l'innovation sociale.

Le repassage de linge, l'envoi de lettres et colis ou même la venue d'un coiffeur... ce sont quelques-uns des nombreux services proposés aujourd'hui aux personnels de l'hôpital de Beauvais. Un problème de chaussures, des courses à récupérer ? Depuis début 2022, la Conciergerie Solidaire, implantée à l'accueil des bâtiments médicaux, solutionne les soucis et facilite la vie à qui la sollicite, à prix coûtants. Une conciergerie pas comme les autres : « Avec un grand S pour Solidaire car les concierges qui y travaillent sont des salariés en insertion. Par ce poste, ils se forment et se préparent à retrouver une activité professionnelle », explique Jean-Eric Menard, président de l'association Conciergerie Solidaire dans l'Oise. En une année, ce concept novateur s'est déployé sur huit points d'arrêt sur le vevin-Thelle et 3 antennes sur le Beauvaisis et compte bien encore se développer pour accompagner plus de personnes vers le retour à l'emploi.

C'est le dernier projet-né du Pôle de l'Économie Solidaire situé à Beauvais qui regroupe aujourd'hui les 3 associations autonomes : SIME, spécialiste de la mise à disposition de personnel

qualifié, F.A.I.R.E, chantier d'insertion dans le domaine du textile et la Conciergerie solidaire. « Mais notre métier, ce n'est pas du repassage, de la couture, c'est avant tout d'accompagner les salariés en transition professionnelle, c'est ça notre raison d'être, souligne le président de la Conciergerie Solidaire. Avec comme outils des structures d'utilité sociale labellisées Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS), qui s'appuient sur des activités économiques. »

À l'origine du Pôle de l'Économie Solidaire ? Sime Services. « C'est le vaisseau amiral avec ses 32 années d'expérience et ses 314 personnes en transition professionnelle sur 2021 », raconte explique Jean-Eric Menard. Son histoire remonte à 1989. Le territoire, alors traversé par des grandes crises économiques, laisse nombre de personnes qualifiées sans emploi. C'est l'acte de naissance de Sime qui se positionne comme structure intermédiaire proposant du personnel qualifié dans différents secteurs pour des entreprises, des collectivités ou des particuliers.

Proposer un tremplin à des personnes qui sont au chômage, pour qu'elles puissent rebondir vers un emploi pérenne

// MYRIAM DEVISCH //

DIRECTRICE ADJOINTE DU

PÔLE DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

L'INNOVATION SOCIALE CHEVILLÉE AU PÔLE

Des problèmes, attentes et besoins, Sime services en a fait des alliés, démontrant sa capacité de remise en questions et d'adaptation toujours pour créer de l'emploi. En 2012, la structure s'associe à la Ligue de l'enseignement de l'Oise pour fonder la Maison de Ther. « Une maison de services qui s'est développée en questionnant les besoins des salariés de la Zac de Ther avec ses 6000 emplois et qui a fait naître crèche, sport, animations, formations... détaille Jean-Eric Menard. La Maison de Ther a suscité

le chantier d'insertion textile. Nous avons commencé par le repassage puis nous avons lancé la couture.» Aujourd'hui, l'association F.A.I.R.E qui porte le chantier d'insertion a étendu son action et développe la confection textile en misant sur l'up-cycling ou comment donner une seconde vie aux textiles en fin de vie. « Avec une boutique qui va ouvrir en plein cœur de ville pour vendre nos produits textiles et former des personnes éloignées de l'emploi à la vente », détaille Myriam Devisch, directrice adjointe du Pôle de l'Économie Solidaire.

« Nous sommes un atout pour le territoire. Dès qu'on nous donne des challenges d'innovation sociale et économique, nous sommes prêts à les relever », sourit-elle. C'est justement ce que le Pôle de l'Économie Solidaire s'appête à réaliser, désigné pendant trois ans territoire d'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis. Sur un périmètre défini de 10 000 habitants, le Pôle de l'Économie Solidaire portera avec SIME cette action d'accompagnement de 1 000 personnes privées d'emplois vers une activité économique. « Une zone à la fois urbanisée et rurale où nous allons partir d'une feuille blanche. Mais nous sommes confiants avec de nombreux retours d'expériences qui viennent du Compiégnois : comme des activités agricoles, de l'up-cycling... et un accompagnement a même été pensé pour les

personnes qui souhaiteraient plutôt monter leur propre entreprise, appuie-t-elle. Finalement, cette expérimentation, c'est une continuité des structures du Pôle (la conciergerie), proposer un tremplin à des personnes qui sont au chômage, pour qu'elles puissent rebondir vers un emploi pérenne et dynamiser l'emploi sur le territoire ! »

Les projets, le Pôle de l'Économie Solidaire en a plusieurs. « Comme celui de développer la mobilité : déplacement doux, prêt de voitures... c'est un grand sujet », donne comme exemple Jean-Eric Menard. Mais aussi des défis comme ceux : « de s'adapter à une population qui change et qui reflète les problèmes de la société : santé, éducation, addiction, fracture numérique... mais aussi de trouver le nombre d'heures de travail nécessaires pour remettre à l'emploi ces personnes. Et cela en essayant de faire bouger les clauses sociales par exemple... mais aussi en ralliant le maximum d'entreprises pour travailler ensemble et non pas comme concurrent. »

Et Jean-Eric Menard de conclure : « Le rêve serait d'essayer l'état d'esprit de l'Économie Sociale et Solidaire partout. Beaucoup de chefs d'entreprise sont aujourd'hui en butée avec des questionnements. L'Économie Sociale et Solidaire est une piste d'ouverture, de réflexion où ils peuvent trouver leur compte. L'Économie Sociale et Solidaire préfigure certainement le nouveau modèle. » #



CHIFFRES-CLÉS

- **3** associations indépendantes d'Insertion par l'Activité Économique : SIME / FAIRE / CONCIERGERIE SOLIDAIRE dans l'Oise
- **3** dispositifs : Boutique FAIRE Autrement, Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée en Beauvaisis, AITI (Association Intermédiaire pour les travailleurs indépendants)
- SIME Plus de **30 ans** d'action sur le territoire (1989)
- Budget global de plus de **3 millions d'euros.**
- **420** salariés en insertion par an
- **100** ETP en insertion et 20 permanents sur l'ensemble des structures
- **112 335** heures rémunérées en 2021 pour l'activité d'association intermédiaire (insertion) SIME

CONTACT & INFORMATIONS

Structures réunies sous le Pôle de l'Économie Solidaire
SIME / FAIRE / Conciergerie Solidaire / FAIRE Autrement /
Territoire Zéro Chômeur / AITI

20 rue Arago - 60000 Beauvais
 m.devisch@sime-services.fr





DANS LA SAMBRE-AVESNOIS, L'ESS PLANTE SES GRAINES

POUR FAIRE POUSSER LES EMPLOIS DURABLES

Depuis plus de 10 ans, des acteurs de la Sambre-Avesnois se mobilisent pour planter les graines de l'Économie Sociale et Solidaire sur leur territoire. Désormais rassemblés dans un pôle territorial de coopération économique, ces établissements de l'ESS ont les moyens nécessaires pour faire pousser des initiatives locales et durables. L'année 2023 est un tournant.

« **Pôle territorial de coopération économique Sambre-Avesnois** ». Derrière cet étendard se serrent aujourd'hui près de 45 acteurs locaux de l'Économie Sociale et Solidaire. Avec des racines communes plantées depuis 2009. Marc Goujard, cofondateur historique raconte : « *Tout a commencé en 2002. J'étais alors conseiller aux Prud'hommes et nous souhaitions avec d'autres avoir des représentants de l'ESS. Cette action a fédéré un groupe d'acteurs convaincus de la nécessité de se rassembler.* » Tout s'est alors cristallisé. Avec l'appui de la Chambre régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Nord-Pas-de-Calais, le Conseil territorial de l'Économie Sociale et Solidaire Sambre-Avesnois a germé.

Forums, Salons ESS, Eductours, petits déjeuners à thème sur des sujets aussi variés que l'égalité femme-homme, la commande publique, le handicap, les bonnes pratiques dans l'ESS, l'écomobilité, la gestion des ressources humaines, etc. Ce sont autant d'initiatives qui ont été organisées pour que les acteurs du territoire apprennent à se connaître et prennent de la hauteur sur leurs activités. « *C'est 13 ans de bénévolat sur ce collectif* », concède Marc Goujard. 13 ans qui ont nourri au fil des années l'espoir de récolter des moyens pour aller plus loin.

Avec un climat socio-économique aride, les habitants de la Sambre-Avesnois souffrent aujourd'hui de difficultés : pertes d'emplois, d'activités, population fragilisée, exclusion sociale,

illettrisme, illettrisme. Si le COTESS n'a pas reçu le soutien espéré lors du premier appel à manifestation d'intérêt en 2018 pour constituer un PTCE et agir, « *en novembre 2021, le pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache 2 a inscrit l'ESS dans les priorités pour le développement du territoire. Il marque un soutien*



CHIFFRES-CLÉS

- **2009** : date de création du Conseil Territorial de l'Économie Sociale et Solidaire Sambre Avesnois
- **45** acteurs rassemblés dans le PTCE Sambre-Avesnois représentant plus de 3000 emplois 6200 emplois de l'ESS sur ce territoire sur ces 10 dernières années
- **120 000€** le budget moyen annuel du PTCE soutenu par l'Etat, la Région, et des fonds issus du mécénat et de l'autofinancement. Avec le soutien logistique de la Ville de Maubeuge
- **230 000** habitants résidants sur le périmètre géographique Sambre-Avesnois
- **4** intercommunalités couvrent ce territoire : Communauté de communes Sud Avesnois, Communautés de communes Pays de Mormal, Communautés de communes Cœur de l'Avesnois, Agglomération Maubeuge - Val-de-Sambre

fort de l'Etat, de la Région Hauts de France, et des départements du Nord et de l'Aisne pour mettre en place des actions ciblées élargies à l'Économie Sociale et Solidaire», explique-t-il.

MONTRER POUR CONVAINCRE

2023 est encore un cap. « Nous voulons montrer, faire bouger le territoire, pour convaincre sur ce projet qui est dessiné pour 10 ans », planifie Marc Goujard. Pour cela, le PTCE Sambre-Avesnois s'est constitué autour d'une feuille de route, fruit des aspirations collectives et des axes pointés par le Pacte SAT 2. Elle se compose de six « clusters » qui seront travaillés en parallèle par les acteurs du territoire. Ce PTCE associera dans sa gouvernance et dans l'action, les entreprises de l'ESS du territoire, les acteurs de l'économie classique, les collectivités publiques et l'État, et le secteur de la recherche.

L'animation du pôle territorial et de ses acteurs est un premier axe crucial : « Il regroupe l'ensemble des actions à réaliser autour de l'entrepreneuriat social et de l'accompagnement de projet, en lien avec les dispositifs d'accompagnement locaux : Tremplin, GUID'ASSO... », détaille-t-il. Ce sont les transitions qui animent les actions du PTCE avec un plan précis autour de la Transition écologique avec l'appui de l'expérience du Parc naturel de l'Avesnois, la Transition sociale avec l'expérience des associations médico-sociales et d'aide à domicile, la transition

numérique avec notamment les actions d'Efficiace, Créative. Avec un arrondissement à la fois urbain, mais aussi très rural dans lequel l'écomobilité et le tourisme durable sont également des axes de travail fort. « Nous devons construire des solutions de transport plus durables. Des relais à vélo se mettent en place,

des nœuds modaux se construisent progressivement », appuie Marc Goujard. Enfin, « une expérience se développe sur l'axe éco-habitat avec la construction programmée d'une maison pilote passive à ossature bois. L'objectif serait de bâtir 18 maisons. La SCIC ADOMUZ a déjà le terrain à Marpent, confirme-t-il. Derrière ce projet, c'est l'idée de créer de développer la filière bois avec une transformation sur le territoire Sambre-Avesnois. Nous avons encore deux scieries et beaucoup de forêts. Mais le bois est exporté majoritairement en Chine. »

Sur l'arrondissement de la Sambre-Avesnois, près de 6200 emplois de l'ESS non délocalisables sont dénombrés. Et les acteurs espèrent plus en s'unissant, en mutualisant et en agissant sur le territoire. « Nous sommes conscients d'être un peu utopistes et de ne pas faire de miracles, conclut ce militant depuis 1965. Mais nous avons l'intention d'apporter notre pierre aux enjeux actuels et futurs en contribuant à résoudre les déficits du territoire, qu'ils soient économiques, écologiques ou sociaux, et si possible créer et innover

pour répondre aux aspirations des habitants de Sambre-Avesnois. Il nous faudra aussi mesurer à terme l'impact social de notre action. Le défi est conséquent, mais j'ai la conviction que les acteurs de l'ESS de notre territoire sauront le relever. »

Nous sommes conscients d'être un peu utopistes et de ne pas faire de miracles. Mais nous avons l'intention d'apporter notre pierre au territoire en contribuant à résoudre les déficits du territoire, qu'ils soient économiques, écologiques ou sociaux, et si possible créer et innover pour répondre aux aspirations des habitants de Sambre-Avesnois

// MARC GOUJARD //

CO-FONDATEUR HISTORIQUE



CONTACT & INFORMATIONS

Pôle territorial de coopération économique de Sambre Avesnois

ESAT Les ateliers Val de Sambre
143 rue de Boussières
59300 Hautmont
mgoujard@orange.fr
cotess.fr



DANS LE PAS-DE-CALAIS, SAVEZ-VOUS QU'UN COLLECTIF D'ENTREPRISES CIMENTE DES PROJETS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ?

REFLETS D'OPALE IRRIGUE LES PROJETS À ONDES POSITIVES !

Reflets d'Opale est une jeune fondation créée en 2021 sous l'impulsion d'entreprises du territoire de la Côte d'Opale. Leur objectif ? Donner un coup de pouce aux projets d'intérêt général sur le territoire de la Côte d'Opale.

Ensemble, ils auraient pu bâtir une maison. Une vingtaine d'entreprises de la Côte d'Opale essentiellement issue du monde de la pierre, se sont attaquées à l'élévation d'une fondation : Reflets d'Opale. Depuis janvier 2021, date de création, ses murs portent déjà haut des projets d'intérêt général. « *Reflets d'Opale, c'est d'abord le fruit d'un collectif de petites et moyennes structures qui voulaient s'investir dans des projets qui ont du sens sur la Côte d'Opale* », explique son président Stéphane Maillet.

Les plans de la fondation ont tout naturellement été dessinés autour d'un objet : celui d'agir en faveur de l'autonomie et de l'inclusion. « *Au quotidien, nous rencontrons des exemples de problèmes liés à l'illectronisme, l'accompagnement des personnes âgées...* », détaille Julie D'Hondt, déléguée de la Fondation et directrice responsabilité sociétale des entreprises et qualité chez Habitat Hauts-de-France en 2021. « *Reflets d'Opale*

accompagne ainsi des projets d'organismes d'intérêt général sur trois volets : agir pour l'inclusion numérique, encourager l'éducation et l'insertion et, accompagner et faciliter le savoir habiter, notre ADN. Notre zone géographique d'action s'étend de Dunkerque à Montreuil en passant par l'Audomarois. »

L'UTILITÉ SOCIALE DANS LES GÈNES

« *L'utilité sociale est dans nos gènes* », abonde Stéphane Maillet avec sa casquette de président du directoire d'Habitat Hauts-de-France qui se remémore : « *C'est la Fondation des Lumières qui nous a donné envie d'agir. Nous participions à ses actions dans le Bassin Minier et nous avons eu envie de construire un projet similaire sur le territoire de la Côte d'Opale et pour ses habitants.* »

À peine créée, cette petite sœur abritée par la Fondation de France a d'ores et déjà apporté son soutien financier à cinq projets. À l'image de celui porté par Unis-Cité. Sur le territoire, l'association va pouvoir étendre son programme appelé "Les connectés" sur la Côte d'Opale. « *C'est un projet qui a du sens autant pour les aidants que pour les aidés. Des jeunes seront recrutés en service civique pour réaliser des ateliers numériques à destination de personnes vulnérables ou seniors* », décrypte Julie D'Hondt. Ou encore ce dossier apporté par l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (Afev), implantée dans le Dunkerquois. « *Il a été soutenu car il va permettre à de jeunes décrocheurs l'opportunité de trouver un stage et une voie vers l'emploi* », justifie-t-elle.



Reflets d'Opale, c'est d'abord le fruit d'un collectif de petites et moyennes structures qui voulaient s'investir dans des projets qui ont du sens sur la Côte d'Opale.

// STÉPHANE MAILLET //
PRÉSIDENT DE LA FONDATION

Acceptées tout au long de l'année, les candidatures sont présélectionnées par des experts bénévoles de la Fondation. « Pour garantir une utilisation scrupuleuse des fonds des donateurs », appuie la déléguée de la Fondation. Un oral est ensuite organisé. « Durant le tour de table, cela amène des débats entre nos experts mais aussi... des ondes positives. Comme le projet de Hub de vie à destination de personnes porteuses de handicap, proposé par l'Association Les Papillons Blancs de Dunkerque au Hameau du Lynck, se souvient Stéphane Mailliet. On sentait l'énergie et le dynamisme de l'équipe avec une présentation réalisée par les futurs bénéficiaires du projet. »

« Nous nous demandons si nous allons répondre aux problématiques du territoire et les exemples de projet nous le montre, se satisfait le président de la Fondation. Mais nous avons conscience de la largeur de nos ailes. Nous aidons à hauteur de nos moyens avec 10000 euros maximum pour garantir le soutien d'une dizaine de projet à l'année. » Soutiens que la Fondation souhaiterait pérenniser à l'avenir : « Nous avons une visibilité de 400 000 euros sur 5 ans, totalise-t-il. Mais nous avons bon espoir de fédérer des bonnes volontés, à hauteur de leurs moyens, et d'élargir notre sphère bien au-delà des entreprises du domaine de l'habitat. » #



CHIFFRES-CLÉS

- Une création en **janvier 2021**
- Un **collectif d'une vingtaine d'entreprises régionales** dont les fondateurs sont : Bd ingénierie, Cottage, B. Pierru, Ramery, Habitat Hauts-de-France, RefOz, SN Laridant, Sogei et les partenaires : Jinkau, Eiffage, L Lecomte, Logista, Paysage 360, Codess, V2R, Caudron architectes et associés, Chauffage services, Nord Opale TP, COTEO, Chauffages Services et bien d'autres.
- **1** zone d'action **géographique sur la Côte d'Opale**
- Un budget de **400 000 €** sur 5 ans
- **10 à 15 projets accompagnés** chaque année à hauteur de 5 à 10 000 €



CONTACT & INFORMATIONS

refletsdopale.fr

La Fondation Reflets d'Opale ne dispose pas de salarié. Elle s'appuie sur le bénévolat et le mécénat de compétences des collaborateurs des entreprises mécènes. Vous pouvez prendre contact avec la Fondation via le formulaire de contact de leur site internet.



À FACHES-THUMESNIL, RESPORT DONNE UN SECOND SOUFFLE AUX ARTICLES DE SPORT

Créée en janvier 2022 à Faches-Thumesnil, l'association ReSport est une recyclerie d'articles de sport et de loisirs des Hauts-de-France. En plus d'un an, elle a déjà collecté presque 10 000 kilos de dons, premier jalon des 50 tonnes visées d'ici à 2026. Un défi zéro déchet que l'équipe de salariés et de bénévoles mène au quotidien en multipliant les actions de sensibilisation auprès des acteurs de la filière et des usagers.

Collecte, tri, valorisation et réemploi... et pourquoi pas dans la filière du sport ? C'est justement l'objet de l'association ReSport. En janvier 2022, Jean-Luc Vandeweghe a fait un virage à 360° pour lancer une recyclerie dédiée aux articles de sport et de loisirs en Hauts-de-France qu'il dirige et anime avec ses salariés et bénévoles.

ReSport a des allures de magasin de sport. Dans un espace lumineux, l'association met en scène moult articles de fonctionnalités, couleurs et gabarits très divers, rangés par taille et type de sport. Les étalages d'équipements, d'accessoires et de vêtements, de seconde main ou de grandes enseignes, sont conçus pour attiser la curiosité des consommateurs vers ces produits comme neuf à prix accessibles aux petites bourses. Les grandes affiches, le vendeur et les vitrines sensibilisent les visiteurs, consommateurs et flâneurs à l'économie circulaire,

à l'éco-citoyenneté, à l'Économie Sociale et Solidaire, à l'insertion professionnelle, aux dons et à la lutte contre le gaspillage. Toute cette orchestration traduit les valeurs de l'association qui en parallèle de son magasin gère un site web de vente en ligne.

« VOS DÉCHETS SONT NOS PRODUITS »

À l'arrière de cette boutique solidaire, l'association met en œuvre les étapes pour redonner un second souffle aux articles de sport. « Vos déchets sont nos produits », aime à répéter Jean-Luc Vandeweghe, amoureux de l'économie circulaire. Tout commence par la collecte de dons d'articles et d'équipements en bon état auprès de particuliers, clubs de sport, distributeurs, associations... Il n'est pas rare lors d'événements ou dans le hall d'entrée d'une entreprise de voir un stand de ReSport qui collecte tout en sensibilisant les personnes au sport zéro déchet. Une fois les objets récupérés, un tri est opéré pour séparer les articles qui seront réemployés, réparés, transformés ou envoyés vers d'autres structures spécialisées avec lesquelles des partenariats se sont mis en place. Les produits sont pesés pour comptabiliser le poids de déchets récupérés, économisés... Puis vient le nettoyage et les étapes de réparation et/ou transformation.. En constante évolution, la recyclerie accueille désormais un atelier de réparation de cycles qui emploie une personne en insertion professionnelle. D'autres espaces sont en cours d'organisation pour transformer des

Fabriquer des
sacoches à base de
matelas pneumatiques,
des ceintures avec
des pneus de vélos,
des bracelets avec
des chambres à air ou
des valisettes pour
ordinateur avec des
combinaisons de
plongée...

// JEAN-LUC VANDEWEGHE //

DIRECTEUR DE RESPORT

matériaux avec l'appui de créateurs. « *Fabriquer des sacoches à base de matelas pneumatiques, des ceintures avec des pneus de vélos, des bracelets avec des chambres à air ou des valisettes pour ordinateur avec des combinaisons de plongée...* », donne comme exemple le directeur de ReSport qui foisonne d'idées.

FAIRE RIMER SPORT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Si en fin d'année 2022, l'association est forte de 4 salariés, d'un local, de 42 000 € de ventes via sa boutique et de 71 000 € de recettes autres émanant de dons, subventions et adhésions, c'est le résultat d'un marathon démarré dès 2020 par Jean-Luc Vandeweghe.

À l'origine ? Sa pratique sportive combinée à sa connaissance de l'Économie Sociale et Solidaire que ce soit par ses activités professionnelles dans le secteur du développement durable ou ses activités bénévoles au sein des associations ABEJ et Emmaüs. Face aux millions de tonnes de déchets issus des activités sportives, il projette d'agir à son niveau. Il observe, visite, échange puis chemine vers cette idée de redonner vie aux articles de sports inutilisés tout en s'entourant de personnes qui partagent son idée. Malgré la pandémie sanitaire de 2021 qui diminue ses possibilités d'investigation, il rencontre une centaine de personnes et acteurs du sport sensibles à son projet. Grâce à un collectif de personnes mobilisées à ses côtés et à « *des bonnes rencontres* », appuie-t-il, un local privé est trouvé après de multiples et longues recherches sur la métropole lilloise. Des collectes sont amorcées et des stocks d'articles prêts au réemploi s'amassent. L'association ReSport est créée fin 2021 sur les bases de la sensibilisation aux enjeux du réemploi et de la réutilisation des produits de seconde main et de la création d'une recyclerie pour proposer un mode de consommation responsable et solidaire, accessible au plus grand nombre, en optant pour la création d'emplois solidaires. Président bénévole, Jean-Luc Vandeweghe s'investit à temps plein pour ouvrir en janvier la boutique, mener des actions de

sensibilisation sur les dons, communiquer sur l'enjeu du réemploi et développer de nouveaux partenariats. Comme celui conclut avec Ecologic, l'éco-organisme agréé par l'État pour la collecte et le traitement, entre autres, d'articles de sport et de loisirs. Les 30 bénévoles ne suffisent plus. Il devient coordinateur de l'activité globale et s'entoure de deux techniciens polyvalents pour gérer les stocks et la boutique, organiser l'atelier et autres aspects logistiques. Tous trois sont salariés en insertion professionnelle et sont appuyés par un service civique qui apporte une plus-value sur les opérations stratégiques de l'association.

DE NOUVEAUX PROJETS SUR LES STARTING-BLOCKS

En mars 2023, dans le cadre de la journée mondiale du recyclage, ReSport a fêté son deuxième anniversaire après avoir relooké les vitrines de son magasin et de sa façade et réorganisé l'espace. L'association vise l'augmentation des dons des particuliers, des clubs de sports, des commerces et entreprises, de séduire des financeurs potentiels et d'augmenter la clientèle.

À long terme, Jean-Luc Vandeweghe envisage même d'accueillir de nouvelles activités dans le bâtiment attenant à la recyclerie : « *Ce serait un tiers-lieu pour développer le faire ensemble et créer plus de lien social autour du sport durable* ». En attendant que le projet mûrisse, ReSport priorise la mise en ligne d'un catalogue des produits à vendre, des ateliers d'upcycling et de réparation de vélos à lancer ainsi qu'une diversité d'actions autour du sport zéro déchet.

La recherche d'argent reste le grand défi de 2023 qui mobilise l'association. Les nouvelles activités d'upcycling nécessitent des investissements pour organiser l'espace de l'atelier, pour acheter du matériel, recruter et donner ainsi un second souffle à l'activité de réemploi de ReSport. #



CHIFFRES-CLÉS

- Création en **2021**
- ReSport s'inscrit dans **l'objectif de développement durable (ODD) n°12** relatif à la consommation et à la production responsables
- **4** salariés
- **10 000** kilos de dons collectés et traités
- **30** bénévoles mobilisés sur 70 missions
- **3430** visites de sa boutique et 6500 visiteurs du site internet et réseaux sociaux
- **420 m²** pour ateliers, magasin et le bureau



CONTACT & INFORMATIONS

ReSport - Recyclerie 100% solidaire

75 rue Ferrer - 59155 Faches-Thumesnil
Jean Luc Vandeweghe, directeur
jvandeweghe@recycleriesport.org
recycleriesport.org



SLOLI DÉVELOPPE DES JEUX DE SOCIÉTÉ ÉCOLOS QUI RIMENT AUSSI AVEC BEAUX ET RIGOLOS

Depuis 2019 à Roubaix, Sloli crée des jeux pour sensibiliser les enfants au développement durable. Ses cofondateurs, Morgane de Villers et François-Xavier Poulain, poursuivent cette même ambition pour développer cette société commerciale de l'Économie Sociale et Solidaire : une fabrication en France, durable et zéro déchet.

C'est au cœur du site Blanchemaille, à proximité de la gare de Roubaix, que la jeune société Sloli s'est fixée. Le géant La Redoute qui y avait ses entrepôts a fait place à cette fourmilière d'entreprises numériques qui besognent autour du commerce digital, retail et technologies de l'immobilier, accompagnée par EuraTechnologies. « Ici, nous avons bénéficié de l'accompagnement de l'incubateur Blanchemaille, indique Morgane de Villers, cofondatrice avec François-Xavier Poulain de Sloli, et nous continuons à apprendre des multiples échanges avec ces start-ups, même si elles sont éloignées de nos activités ».

NI RÉBARBATIF, NI MORALISATEUR

Dans cet univers baigné dans le e-commerce, cette société commerciale de l'Économie Sociale et Solidaire de 4 salariés, créée en 2019, fait l'effet d'un OVNI. Son dada ? Le développement de jeux de société écolos et amusants. « Nous voulions faire passer des messages de développement durable aux enfants sans être rébarbatif ni moralisateur, sourit François-Xavier Poulain, en rappelant le slogan : Sloli, ce sont des jeux écolos, beaux et rigolos ! ».

Si au démarrage l'entreprise proposait trois jeux, elle a considérablement élargi sa gamme. Elle en compte douze aujourd'hui, riches de thématiques : du potager à l'océan en passant par l'Amazonie. Mais aussi de formats : des petits jeux de société aux grands tapis pour les médiathèques, des carnets de vacances, des affiches ou encore des livres comme la série *Les Petits Mousses*. « Avec ces histoires et leur déclinaison en

jeux, nous avons envie que les enfants s'attachent aux personnages et créent même leurs propres aventures », souligne François-Xavier Poulain qui en est l'auteur.

Couleurs pastel, bois et tissu qui rappellent la nature, histoires inspirantes et créations innovantes, les jeux Sloli allient l'esthétique et les clés du jeu pour nourrir de bons moments en famille. Les créateurs de la marque ont misé sur des jeux qui pourront satisfaire un large éventail d'âges : les enfants de 4 à 12 ans, leurs parents voire leurs grands-parents. « Parmi nos clients, nous avons des maisons de retraite », précise François-Xavier Poulain. « Nous proposons plusieurs niveaux de difficultés, des jeunes pousses jusqu'aux vieux chênes », plaisantent Morgane de Villers en précisant : « L'objectif, c'est que l'enfant puisse grandir avec son jeu et l'utiliser différemment au fil des années ». Les jeux allient rapidité, mémoire, découverte et posent les bases d'une meilleure compréhension de la nature et de la nécessité de la protéger.

DES ENGAGEMENTS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE SOCIAL

« Nous ne voulions pas faire semblant, nous ne voulions pas véhiculer de messages écologiques uniquement en surface », lance François-Xavier Poulain. Aussi, dès l'origine du projet, les cofondateurs se sont investis dans l'écologie jusque dans la fabrication. « L'industrie du jeu, c'est presque 100 000 tonnes de déchets par an en France », chiffre Morgane de Villers qui déplore que : « la durée de vie moyenne d'un jeu, c'est 7 mois et demi ». Sloli a pris le contrepied, en réfléchissant aux conséquences environnementales de l'ensemble de sa chaîne de production. Avec par exemple l'utilisation de pochons en coton recyclé pour l'emballage, servant parfois même de base de jeu pour déplacer les pions, de bois pour les pièces ou encore d'encre végétale pour l'impression des livrets, cartes et fiches.

Et tout en verdissant l'industrie du jeu, Sloli propose une boutique 100 % fabriquée en France. La jeune entreprise se fournit en bois de hêtre dans le Jura, au sein de forêts gérées durablement, pour tailler ses pions de jeux, quilles, poissons et autres cannes à pêche. La société fait également appel à un atelier de textile dans la Loire ou encore à un imprimeur de la région Hauts-de-France. « Nos jeux sont d'ailleurs assemblés par un atelier de l'entreprise adaptée Malecot », précise la cofondatrice.

Chez Sloli, l'Économie Sociale et Solidaire fait partie de son ADN, de la gouvernance au partage des richesses. À l'image de leur engagement dans le développement durable, le volet social est tout aussi important. Le duo de fondateurs veille à conserver des liens mêlant respect et attention pour leurs salariés, leurs partenaires et leurs fournisseurs. « Nous sommes vigilants aux conditions de travail, comme par exemple la découpe de pièces en bois, réalisée au

laser, plus sécurisant pour les ouvriers », explique François-Xavier Poulain qui abonde en exemples d'actions engagées : « Tous les 100 jeux vendus, on offre un jeu à une association roubaisienne qui vient en aide aux familles en difficultés ».

Tous les 100 jeux vendus, on offre un jeu à une association roubaisienne qui vient en aide aux familles en difficultés

// FRANÇOIS-XAVIER POULAIN //

CO-FONDATEUR DE SLOLI

Depuis son lancement, Sloli fait son chemin dans le vaste monde des jeux de sociétés. Inspiré et inspirant, le modèle Sloli se démarque par ses ambitions et ses jeux originaux. La société développe son réseau de revendeurs engagés en France et en Belgique, mais aussi sur sa boutique en ligne ou encore lors d'événements comme le marché de Noël de Roubaix, zéro déchet. Aujourd'hui, les jeux Sloli ont été adoptés par de multiples acteurs : écoles, médiathèques, musées ou particuliers.

À terme, le petit escargot entend grimper en haut de l'affiche et, pourquoi pas un jour internaliser une partie de sa production « comme la découpe numérique pour aller plus loin dans la personnalisation des pièces », indique François-Xavier Poulain. Le jeu ne fait que commencer. #



CHIFFRES-CLÉS

- **2019** : la date de création de Sloli à Roubaix
- **4** : le nombre de salariés
- **4** : c'est le nombre de partenaires français pour la fabrication 100% française des jeux : atelier bois, fabrication de pochon, impression et atelier d'assemblage
- **1** : c'est le partenaire nordiste Groupe Malecot - Papillons Blanc, entreprise adaptée basée à Marcq-en-Baroeul dont les sites sont situés à Armentières, Comines, Lille, Lille-Fives, Lomme, Loos, Seclin
- **0** : le chiffre clé de la démarche zéro déchet adoptée par Sloli.
- **12** : le nombre de jeux proposés par Sloli actuellement

DES PIÈCES MAÎTRESSES POUR FAIRE GRANDIR LES JEUX

Lauréat dans le cadre de l'appel à projet MEL Makers en 2019, la naissance de Sloli s'est accompagnée d'un crowdfunding soutenu par la Métropole Européenne de Lille. Cette dernière appuie les projets en lien avec l'innovation sociale ou l'Économie Sociale et Solidaire par l'initiative MEL Makers.

Outre l'accompagnement avec l'incubateur Blanche-maille by Euratechnologies, Sloli a également fait partie de la première promotion de l'incubateur d'Initiatives et Cité : Évident, sur la thématique de la transition écologique. Un incubateur qui aura apporté à la fois un accompagnement et un réseau au projet Sloli.

La société commerciale de l'ESS a également bénéficié du dispositif d'aide à l'émergence de la région Hauts-de-France.

CONTACT & INFORMATIONS

Sloli

87 Rue du Fontenoy, 59100 Roubaix
07 49 31 41 26
www.sloli-editions.com/





DANS L' AISNE, LE CPIE FACILITE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Nicolas Richard est directeur du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Pays de l'Aisne depuis 1998. Son quotidien professionnel est comme celui des 5 autres directeurs des Centres permanents d'initiatives pour l'environnement des Hauts de France qui composent l'Union Régionale des CPIE ou URCPPIE.

FACILITATEUR DE LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

« C'est très intense, mon objectif est de faire tout ce qu'il faut afin que l'équipe salariée soit concentrée sur les activités de la transition environnementale, sur les actions pédagogiques, les études, les observations, l'accompagnement des collectivités, des porteurs de projets et des habitants. C'est très passionnant car l'environnement, les ressources naturelles, les organismes vivants et le développement local sont le cœur de nos missions. »

Les CPIE organisent des activités dans la biodiversité, la santé, l'alimentation, les risques majeurs, la qualité de l'eau, le suivi écologique et naturaliste de sites, le jardinage au naturel, les déchets... en développant des partenariats opérationnels, en sensibilisant et en impliquant leurs adhérents mais également des enfants, des jeunes, des adultes, des familles, des professionnels de divers secteurs d'activités, des élus et leurs équipes. Récemment dans le cadre d'une dynamique partenariale à construire, l'URCPPIE a signé une charte avec l'Observatoire déchets-matières (ODEMA).

LES CPIE DÉTOURNENT LES DÉCHETS FERMENTESCIBLES DE LA POUBELLE À ORDURES MÉNAGÈRES

Les 6 CPIE mènent des actions de sensibilisation, de formation et d'accompagnement à propos des déchets alimentaires fermentescibles et du compostage. Ils s'adressent à la restauration collective, aux cuisines centrales, aux établissements scolaires, aux communes, aux intercommunalités et à toutes les personnes ou collectifs de citoyens souhaitant regarder leur poubelle en face, développer de nouvelles pratiques et devenir acteurs de la transition.

Depuis les années 90, le CPIE de l'Aisne s'investit sur les déchets et leur tri avec notamment de nombreuses actions à propos des déchets alimentaires et du compostage. « Il y a plus de 6 ans, en partenariat avec deux syndicats de la restauration collective et une fondation, nous avons porté le programme "mon resto responsable". Et oui ! Avec notre centre d'accueil de 144 lits, notre restaurant qui sert 15 000 repas par an et notre jardin pédagogique, nous initiions de nouvelles pratiques allant de notre jardin et de nos approvisionnements en circuits courts, à l'assiette en passant par la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'éducation au goût, le renforcement de partenariats locaux et la gestion des déchets dont la valorisation des déchets fermentescibles. C'est un travail d'équipe ! Et aujourd'hui nous proposons un accompagnement personnalisé à des communes, des collectifs d'habitants et à des acteurs de la restauration collective afin que leurs déchets fermentescibles ne finissent pas à la poubelle. »

Ce que j'aime c'est
la culture partagée au
sein de l'URCPPIE.

// NICOLAS RICHARD //

DIRECTEUR DU CPIE DU PAYS DE L' AISNE

En parallèle et en tenant compte de notre expérience collective, les autres CPIE de la région ont mené des actions similaires anticipant également ainsi l'obligation du tri à la source des biodéchets : ce que chacun devra faire à partir du 1er janvier 2024 avec la mise en œuvre par les collectivités d'une collecte séparée et/ou une solution de valorisation organique des biodéchets. « *Ce que j'aime c'est la culture partagée au sein de l'URCPIE : chaque CPIE transmet ce qu'il fait de mieux aux autres CPIE afin de permettre une montée des compétences au sein des équipes.* »

LES CPIE SONT PASSÉS DE L'INITIATION À L'ENVIRONNEMENT À UNE MULTITUDE D'INITIATIVES

Au début des années 70, diverses associations se mobilisent et développent leur aura sur le territoire national pour éduquer à l'environnement. En 1972, le concept du label Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement (CPIE) est acté. Il s'agit de sensibiliser tous les habitants du territoire français aux enjeux de la nécessaire préservation de l'environnement dont la dégradation rapide commençait à devenir inquiétante. « *Et c'est dans ce contexte, en 1974 que l'association portant le CPIE de l'Aisne a été créée.* »

LES CPIE : DES ORGANISATIONS LOCALES EN RÉSEAU NATIONAL ET RÉGIONAL

Depuis 1982, le label est géré par l'Union Nationale des CPIE, association reconnue d'utilité publique qui anime des dispositifs et projets d'envergure nationale et met en réseau les CPIE de France. En 1992, ceux-ci décident de s'intituler Centres permanents d'Initiatives pour l'environnement pour acter l'évolution de leurs missions allant bien au-delà des actions d'éducation à l'environnement. Puis en 2015, l'association régionale URCPIE Hauts-de-France a été créée pour assurer la représentation, la promotion, le soutien et le développement de l'action de ses membres. Aujourd'hui ceux-ci sont les 6 CPIE labélisés en région : Chaîne des Terrils ; Flandre Maritime ; Pays de l'Aisne ; Pays de l'Oise ; Villes de l'Artois, Vallées de la Canche et de l'Authie. Employant une centaine de salariés, ils mutualisent leurs compétences, connaissances, expériences et savoir-faire dans un esprit d'efficacité collective et participent à des missions régionales puisque l'Union régionale n'est pas employeuse. « *C'est ainsi que Frédéric Poidevin, Président du CPIE que je dirige assure la fonction de trésorier de l'URCPIE et que les appels dédiés à l'UR sont gérés par notre CPIE, siège de l'UR.* »

MOBILISER LES TERRITOIRES POUR LA NATURE

Le CPIE Vallées de la Canche et de l'Authie pilote en région le dispositif national « Territoires Engagés pour la Nature » qui bénéficie de l'appui de l'Office Français de la Biodiversité. Il appuie les CPIE de la région à promouvoir ce dispositif et à le déployer dans un maximum de territoires en mobilisant les collectivités mais également les organisations et entreprises dont celles de l'Économie Sociale et Solidaire.

AGIR POUR PROTÉGER LA FAUNE OU LA FLORE

Des CPIE dont celui des Pays de l'Aisne mettent en place des actions en faveur de la protection des amphibiens via la démarche nationale « un dragon dans mon jardin ? » ou en faveur de la protection des rapaces via le programme "Une Dame Blanche ? Dans mon grenier !". Les participants à ces



CHIFFRES-CLÉS

- **30** salariés (représentant 20 ETP)
- **15** administrateurs
- En **2022** : **13 207** journées d'élèves scolarisés dans le primaire et secondaire, **10** suivis de sites naturels, **5** actions relatives aux risques majeurs, **5** actions de formation pour élus et techniciens de collectivités et de l'Etat.

actions améliorent leurs connaissances sur les batraciens ou les rapaces et contribuent à protéger leurs milieux de vie... puisque la dégradation ou la perte des habitats demeure leur principale menace.

ENGAGER LES CITOYENS À OBSERVER LA FAUNE ET LA FLORE

Le CPIE des Pays de l'Aisne est pilote pour l'URCPIE de l'opération régionale « Où est Martin ? », opération de science participative conduite en partenariat par l'ensemble des CPIE des Hauts-de-France, par Picardie Nature, 2 associations de la protection des oiseaux et 4 fédérations de pêche. Des actions locales ou départementales permettent au plus grand nombre de citoyens d'observer la faune et la flore de leur territoire. Parmi eux, les volontaires formés, collectent des informations dans le cadre d'un protocole scientifique défini et enregistrent les données de leurs observations sur une plate-forme. L'objectif est double : d'une part celles-ci seront utilisées pour enrichir les recherches et d'autre part les participants développent leurs connaissances et possibilités d'actions.

« *Observer, mesurer, enregistrer ..., les sciences participatives sont des programmes de collecte d'informations impliquant une participation des citoyens dans une démarche scientifique. Elles permettent de renforcer la connaissance de l'état de la biodiversité et de les sensibiliser aux enjeux d'agir pour la préserver.*

« *Peut-être que demain, des citoyens formés par les CPIE évalueront les déchets fermentescibles qui ne sont pas allés dans leurs poubelles d'ordures ménagères !* »



CONTACT & INFORMATIONS

CPIE de l'Aisne :

Nicolas Richard, directeur - 03.23.80.03.03
n.richard@cpiе-aisne.com
www.cpiе-aisne.com

URCPIE HDF :

Philippe Druon, Président - 03.23.80.03.02
www.cpiе-hautsdefrance.fr

 **ESSHDF**
Une économie d'avance

WWW.ESSHDF.ORG

#ESSHDF - UN PROJET PARTENARIAL ENTRE

